

LE MYSTICISME MENSONGER DE L'IDÉOLOGIE

La réflexion ci-après pose le rapport entre *Foi et Politique* et évoque plus précisément quelques consensus idéologiques qui historiquement ont articulé ce rapport.

Platon avait ses obsessions, comme tout un chacun peut-être. L'une d'elle, et pas la moindre de celles qui devaient marquer durablement l'*épistémè* occidentale, consiste à donner le modèle d'après lequel une chose est et est faite. Cette obsession-là ponctue régulièrement pas moins de quatre discours : *Timée*, *République*, *Politique* et *Phèdre*.

Le premier de ces textes la formule simplement : « *Il est absolument nécessaire que ce monde-ci soit l'image de quelque autre monde* »¹. Quitte à inventer de toute pièce ce modèle. Platon avait du génie, bien sûr. Non pour avoir affirmé l'*existence* (ce mot ne veut rien dire) d'un monde des Idées, les modèles, auxquels pas grand monde ne s'intéressait et ce à quoi on réduit le plus souvent le platonisme. Mais pour avoir posé le principe, dans l'allégorie dite de la Caverne², de ce qu'on nomme le platonisme mathématique, à savoir que par la seule pensée pure on pouvait réellement trouver le moyen de calculer le nombre n c'est-à-dire sans rien mesurer, et sans lequel la gravitation en $1/r^2$ n'aurait peut-être jamais vu le jour. C'est du reste ce que dira Einstein en 1933³. Mais tous les fabricants de modèles, anciens et modernes, n'ont pas la même qualité géniale. En voici deux parmi bien d'autres, contemporains, qui usent sans éclat et sans vergogne de ce procédé de fabrication cher aux occidentaux, par lequel on *légitime* une construction sociale, économique et politique – un état du monde pour faire bref – à partir d'un modèle religieux et mystique ou de ses équivalents laïcisés, de son interprétation mythifiée en idéologie, en croyances.

Le premier est M. Boissonnat, lorsqu'il écrit : « *Ce que le christianisme peut apporter à la mondialisation, c'est l'intelligence de ce qu'elle est vraiment. Bien plus qu'un commerce : une étape de la réalisation du plan de Dieu sur le monde* ». Propos tenus au terme d'un long article⁴ ayant pour but de montrer le caractère historique et inéluctable de la mondialisation, ses bienfaits, la chance (*la deuxième après l'empire romain* dit-il, vision historique très discutable !) qu'elle représente pour le christianisme et surtout sa justification spirituelle et religieuse au travers de la pensée de Teilhard de Chardin, lequel en aurait eu l'intuition profonde dans sa mystique christique.

Dans la même verve religieuse et prophétique voici M. Camdessus, « *architecte* » – comme il se définit lui-même – en « *mondialisation à visage humain* », et dont les titres sont trop nombreux pour être signalés ici. Du reste, ce sont les idées confrontées aux faits, de celui-ci comme du précédent, qui nous importent et non les personnes. M. Camdessus, subjugué lui aussi par la pensée de Teilhard dans laquelle il croit trouver l'annonce et la substance de la mondialisation dans les termes de « *noosphère* » et de « *planétisation* », déclare sans hésitation : « *Aux croyants, il (Teilhard) dit que c'est Dieu lui-même qui nous appelle à travers ces phénomènes d'unification du monde* »⁵. Idée reprise maintes fois et en diverses circonstances, un peu à la manière obsessionnelle de Platon. Mais Platon ne faisait mentir personne, encore moins Dieu.

Mon propos ici n'est pas de débattre de la mondialisation, terme abstrait qui dit tout et son contraire, comme d'un Bien ou d'un Mal. Ce débat là est le plus souvent sans grand intérêt. Ni de revendiquer la « pureté » du religieux par rapport aux affaires humaines, d'un mot : revendiquer des mains pures... Je voudrais seulement ajouter au débat complexe entre « *Foi et Politique* », objet du dossier de *Garrigues et Sentiers*, une réflexion sur l'idéologie.

Mais d'abord dire mon indignation.

Qu'une foi vivante, pour le moins une pensée religieuse, se prolonge par une réflexion sociale et politique, je ne le contesterais pas un instant, bien au contraire, croyant résolument que « *le Royaume est au milieu de [nous]* » (*Luc 17,21*). C'est un ancrage nécessaire. Mais qu'on se livre, ainsi que le font ces deux experts chrétiens en finance (parmi d'autres), non seulement à une instrumentalisation de la spiritualité mais à sa transformation en idéologie, dominante évidemment, pour légitimer une situation de fait voulue par des hommes en chair et en os et dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle immole des millions d'individus, relève de l'escroquerie religieuse et intellectuelle. Indignation d'un procédé de quelque bord qu'il provienne et quelle que soit sa finalité, mais à plus forte raison de la part d'experts politiquement irresponsables de leurs expertises, même lorsqu'elles se soldent par des catastrophes sociales mortifères sans précédent ou donnent lieu à « un statut du travailleur » qui le protège de tout sauf de se retrouver sur la paille à tout moment et d'être dans l'obligation de faire n'importe quoi.

La chose n'est pas nouvelle dans sa version religieuse et profane, mais son principe est toujours le même : inventer des abstractions pour légitimer un ordre social, économique et donc politique, qui finalement se retourne contre l'humain. Ce qui me pose le problème suivant : sur quels consensus idéologiques repose et perdure un système politique et social ? La question est vaste. Faute de temps et pour ne pas être trop long, je rappellerai seulement quelques unes de ses plus belles productions historiques.

Dieu l'ami des puissants compatissants

La chose, la sanction divine pour habiliter une politique, a commencé avec le judéo-christianisme. Pas avant. Dans le système gréco-romain, la religion était bien l'arrière-plan d'à peu près tout. Mais, même au plus fort des cultes du pouvoir, dans la grécité des Ptolémée ou dans l'Empire romain, jamais le divin n'est venu labelliser un édit, un régime ou un système. Avec le « *triomphe du christianisme* », selon la formule consacrée toute relative, évêques et autres idéologues furent intarissables pour définir un droit divin dont le premier bénéficiaire fut Constantin qui porta la théorie à son comble. Par intérêt bien compris pour lui, elle le plaçait au-dessus du caprice arbitraire des préteurs grâce au don de *cardiognosie* ou connaissance intime des cœurs : « *Dieu révélant de façon extraordinaire par ses rêves à son serviteur ce qu'ils projetaient tous* » dit Eusèbe⁶ dont les écrits, le *Panegyrique* et la *Vita Constantini*, peuvent être considérés comme pionniers en matière de théodicée. La délégation était dès lors entendue et ne faillit plus. Constantin et ses homologues ultérieurs s'attribuèrent cette intimité pour valider au jour le jour leurs manœuvres politiques. Pour les autres, les nouveaux chefs religieux des cités, ils étaient assurés que l'amitié avec le monde divin signifiait le pouvoir. Les évêques prirent très rapidement au sérieux, comme l'atteste Paulin pour la ville de Turin dans les années 400⁷, leur rôle de surveillants des masses populaires au nom de la mission divine. Ainsi Sévère, au début du VI^e siècle, écrivait sans détour à un collègue : « *C'est votre devoir d'évêque de tuer dans l'œuf et de contenir tout mouvement incontrôlé de la populace... de veiller en personne au maintien de l'ordre dans les villes et de vérifier que ceux que vous nourrissez gardent un comportement pacifique.* »⁸

« *Vérifier que ceux que vous nourrissez gardent un comportement pacifique...* » Comprendons : la nourriture contre l'ordre et l'obéissance civile.

La formule est précieuse, parce que, sous des formes diverses, elle désigne non plus un procédé religieux de brevet de légitimité, inexistant en Grèce comme à Rome, rappelons-le, mais sa transformation en éthique. Ici et là, elle devient un lieu commun sociopolitique du consensus entre maîtres et serviteurs, plus précisément, de l'acceptation par ceux-ci de la légitimité de ceux-là, quoi qu'ils fassent et soient, fussent-ils des tyrans. Pisistrate, au VI^e siècle avant J.C., et d'autres de son acabit l'avaient compris. Ils en avait usé et mésusé comme stratégie de pouvoir : pour affaiblir à son avantage les factions des riches propriétaires et conjurer la menace qu'ils faisaient constamment peser sur la stabilité de l'État tyrannique, il s'arrangea avec les deniers publics pour mettre en place une « assistance aux pauvres paysans » touchés par des crises de subsistance, sous forme de prêts, ce qui avait pour fonction de les arracher à l'influence des patrons locaux et les fidéliser au régime. Mais, la cause est entendue, tyran et tyrannaux partageaient les mêmes visées politiques : l'ordre nécessaire au maintien du pouvoir. Platon, mauvaise langue à l'occasion, avait parlé pour son temps de « pâtisseries » pour désigner les grands politiques d'Athènes⁹. De même, pour les « antiquisants » qui ont compris que la redistribution, la générosité, est une technique d'intégration, les distributions des *alimenta* allaient dans le même sens. C'est au prix de ces rituels de l'inégalité que les régimes pouvaient se prévaloir de consensus et d'obéissance politique, que l'*eunomia*, (*ordre* ou *concorde*) devint le mot préféré des discours politiques des aristocrates, que la formule *S.P.Q.R.* étayait n'importe quel abus d'*imperium* au nom de l'intérêt général ou de la raison d'État, que l'esclavage ne fut jamais remis en question, que des procédures expéditives comme les *senatus consulta optima* ne provoquaient aucune contestation populaire face au massacre de milliers de romains ; surtout, enfin, que l'ordre juste ne soit pas remis en question : « *Que les commandements des magistrats soient justes et que les citoyens y soient obéissants avec discipline et sans contradictions* »¹⁰ disait Cicéron. Lui et la réflexion politique antique n'allèrent guère plus loin, jusqu'au Moyen-âge. On voit donc que la générosité du patron comme de l'État, qu'elle opère à la Cour de Versailles ou à la cour des Miracles, était rarement une affaire de cœur, désintéressée. Elle négociait la relation patron/client si importante dans le monde antique et moderne – pour le maintien de l'ordre juste, qui est souvent juste l'ordre, celui des riches et des puissants – tant que le rapport de force restait en leur faveur et que le principe de l'utilité prévalait. Mais quand le régime est suffisamment assuré de lui-même, cette utilité de la générosité publique devient intolérable. Il faut la combattre. Alors apparaît un autre élément de l'idéologie dominante : la sécurité économique des puissants.

Justice pour les puissants

Ce levier idéologique du pouvoir qu'est la générosité privée ou publique, et qui est à l'origine de l'État-Providence, peut se retourner contre lui-même. Non en son principe – car il y a des « *lois contre l'ingratitude* »¹¹, dit Démosthène en son temps, comme il y a aujourd'hui des lois directement inspirées des devises républicaines pour le défendre – mais contre ceux qui en seraient indûment les bénéficiaires. Ainsi, le désaccord avec le régime pouvait provenir de ses thuriféraires, les riches injustement traités par l'État et dont le même Démosthène prend la défense, après avoir défendu les pauvres : « *Il faut Messieurs les Athéniens, que la participation à la République se fasse dans la justice réciproque ; il faut que les riches se sentent en sécurité, quant à leur moyens d'existence et ne soient pas dans la crainte* »¹². La crainte d'être dépouillé permet, avec une mauvaise foi évidente, de brandir contre l'État-Providence la traditionnelle rengaine invoquée par le Pseudo Xénophon : « *le peuple (dêmos) exige qu'il devienne riche et que les riches deviennent pauvres* »¹³. Argument

maintes fois décliné historiquement pour dire que les riches ou l'État sont saignés par les pauvres, que ceux-ci sont une calamité pesante pour la communauté et, en définitive, pour les accuser de ronger la conscience nationale autant que le budget. Ainsi de « *ceux qui au lieu de se donner du mal pour gagner leur vie préfèrent chercher dans les replis de l'histoire une dette imaginaire que la France aurait contractée à leur égard et qu'à leurs yeux elle n'aurait pas réglée... Je leur dis qu'ils ne sont pas obligés de demeurer sur le territoire national* »¹⁴. C'est la version moderne du Pseudo Xénophon, partagée par un candidat à la présidence de la République française aussi bien que par un ouvrier américain des années quatre-vingts¹⁵. Haro donc sur la générosité publique lorsqu'elle opère un transfert de revenus des actifs vers les plus démunis, à commencer par les oisifs, et lorsqu'elle menace de faire fuir l'argent des riches. A. Smith lui-même a fait preuve de franchise en la matière : « *Le gouvernement civil (le politique) est dans la réalité institué pour défendre les riches contre les pauvres.* »

L'erreur dans ce débat est de croire que le rapport riches-pauvres est une affaire seulement éthique au service des stratèges de la politique. En vérité il n'en est rien car l'idéologie n'a rien à faire de l'éthique, sinon comme parure ou alibi. L'essentiel est ailleurs. Mais ici il faut être clair et concret pour avancer sans démagogie et surtout pour suspendre l'incantation de l'idéologie. Pour cela, rien de tel que le politique, le vrai, celui qui décide de la vie sociale, des rapports de production autant que du mental. Un seul exemple (hélas !) pour faire bref : le traitement social des chômeurs, ceux qui, dit-on, vivent de l'assistance.

La création des pauvres et l'art de les traiter¹⁶

Et d'abord ces assistés il faut les fabriquer, parce qu'ils sont utiles à l'équilibre économique, disent des experts économistes¹⁷ en charge de la bonne gouvernance. C'est ainsi que l'OCDE prescrivait dès 1994 que « *pour obtenir un ajustement donné des salaires, il faudra[it] un niveau plus élevé de chômage conjoncturel.* »¹⁸ Le résultat ne se fit pas attendre dans les pays de l'OCDE : trente-cinq millions de personnes au chômage et quinze millions d'autres peut-être qui ont soit renoncé à chercher du travail, soit accepté, faute de mieux, un emploi à temps partiel¹⁹. Cinquante millions d'exclus seront mobilisés pour servir d'alibi au durcissement du système économique qui les a exclus. Grâce au chômage, on va pouvoir enfin casser cet ennemi irréductible : l'État-Providence, trop enclin à l'inflation salariale. C'est là le premier risque de la mondialisation en marche écrit Monsieur Camdessus, sur fond de casse sociale, de crises monétaires et d'instabilité financière. Mais qu'importe, car pour lui « *ces risques sont formidables* ». Pour sa part Monsieur Boissonnat, voyant dans l'Europe le berceau de la mondialisation, explique que celle-ci fut permise grâce à son socle culturel judéo-chrétien promouvant le travail : « *Dans les paroles de la Révélation divine, on trouve profondément inscrite cette vérité fondamentale que l'homme, créé à l'image de Dieu, participe par son travail à l'œuvre de son Créateur (Jean-Paul II)... Comment ne pas voir dans ces propos un reflet des intuitions de Teilhard de Chardin* ». Manifestement, ni Teilhard ni Dieu ne sont économistes...

Un peu plus de dix ans plus tard, ces millions d'assistés sont devenus trop coûteux à l'État. Il faut faire marche arrière et pour cela les experts sont de nouveaux mis au travail à la demande du Ministre de l'Économie, Monsieur Sarkozy. Ainsi, un groupe de travail dont font partie Messieurs Henri de Castries, Patrick Artus, Louis Gallois et Martin Hirsch, pour ne citer que les plus connus, rédige un rapport remis en 2004 par le coordinateur du groupe, Monsieur Camdessus. L'ensemble des institutions économiques et sociales sont passées au tamis de l'incitation à la reprise d'emploi, ce qui implique la suppression des « commodités » que les deniers publics permettent aux pauvres, oisifs et autres. Ainsi les tickets de cantine ou les tarifs réduits proposés par les bibliothèques municipales jouent un rôle *désincitatif* à la reprise du travail. C'est pourquoi Monsieur Camdessus propose « *une action de sensibilisation et d'information auprès des collectivités locales pour que celles-ci modifient les mécanismes actuels d'allègement des tarifs locaux (cantines, bibliothèques...) (...). En effet, en discriminant entre les inactifs ou chômeurs et les actifs faiblement rémunérés, les collectivités locales ont tendance à réduire les gains financiers à la reprise d'un emploi et à accentuer les situations de "trappe à inactivité" que l'on cherche à réduire au niveau national* ». Aussi, les collectivités territoriales, rendues déjà exsangues par un transfert de charges non suivi d'un transfert financier conséquent, sont-elles priées de faire des économies sur les paresseux et les pauvres. Tant pis pour les ventres affamés de nos chers petites têtes blondes ou pour l'élévation du niveau culturel des autres, car ce sont là les troisième et quatrième risques *formidables* de la mondialisation : celui « *de la croissance des inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays* » et celui « *de l'uniformisation culturelle au rabais de notre monde, le laminage de la riche diversité des cultures mondiales sous la pression d'un modèle culturel dominant* »²⁰.

D'autres experts emboîtent le pas dans la chasse aux trappes à fainéants. Ainsi le rapporteur général du Centre d'étude des revenus et de la cohésion sociale (CERC) préconise la suppression de la gratuité des transports : « *Il reste encore un certain nombre d'autres trappes à inactivité moins connues car elles relèvent souvent de la responsabilité des collectivités locales. C'est par exemple la gratuité des transports accordée par certaines communes aux RMistes ou aux chômeurs. Certaines villes se sont attaquées au problème* »²¹. À pas feutrés d'abord, ces politiques locales furent intégrées dans « *une stratégie complète d'activation des chômeurs* » à laquelle tous les pays membres de l'OCDE furent « encouragés » à se plier sur le postulat jamais démontré que

« l'octroi d'allocations de chômage élevées, pendant une période longue, risquait de perturber le fonctionnement du marché du travail »²². Et ce pour deux raisons. La première : « En rendant les chômeurs moins empressés à chercher un emploi et à accepter ce qui se présente, l'indemnisation peut allonger la durée du chômage ou même amener certains allocataires à se retirer purement et simplement de la vie active »²³. Ce qui laisserait supposer que l'indemnisation est généreuse et oblige à se demander pourquoi la majorité du peuple est assez stupide pour ne pas opter en définitive pour l'oisiveté. La seconde raison est que l'aide publique tend à enchérir le coût du travail, ce qui est hautement pénalisant pour le travail lui-même, c'est-à-dire l'employeur, lequel se voit dans l'obligation de payer davantage pour extraire les oisifs des délices de l'acédie, ancêtre monastique de la paresse (et de la déprime) : « les indemnités sont susceptibles d'accentuer les revendications salariales des travailleurs et, en définitive, de diminuer la demande de main-d'œuvre des entreprises »²⁴. Par quoi il est dit que les miséreux vivant de l'assistance sont la cause de leur propre malheur puisque l'assistance crée le chômage... D'où la bataille à mener en bon ordre, programmée par l'OCDE depuis 1994, régulièrement réaffirmée et relayée par des experts nationaux, dont le rapport remis en 2004 au ministre de l'économie par Monsieur Camdessus, pour la France.

L'attaque contre l'État-Providence ne saurait être frontale mais biaisée. Elle devra se mener selon les règles suivantes :

- D'abord procéder à des « réformes partielles : réformer à la marge pour mettre en œuvre des changements de politique ultérieurs plus profonds »²⁵. L'offensive doit donc passer par les ailes et saper les contreforts les plus fragiles du salariat, en réservant pour un second assaut le « noyau dur » : « Pour éviter les conflits avec les principaux groupes d'intérêt, les gouvernements peuvent, dans un premier temps, introduire des réformes à la marge du "noyau dur" du marché du travail, sans véritablement toucher aux structures institutionnelles dont bénéficient les travailleurs en place. Cela tend à renforcer la dualité du marché du travail, ce qui peut ensuite permettre de gagner progressivement le soutien de l'opinion publique à des réformes plus fondamentales des institutions et politiques du marché du travail »²⁶. C'est ainsi que l'UNEDIC et l'ANPE sont en voie de privatisation complète, que les motifs de licenciement sont élargis, que l'autorisation préalable pour licenciements collectifs est abolie, que le travail à temps partiel s'étend, que les législations emboîtent le pas en s'attaquant à tout ce qui empêche les entreprises « de se séparer du salarié qui ne leur convient pas » dit M. Camdessus, etc.

- Ensuite il s'agit de mettre en concurrence sur le marché du travail divers statuts du salariat afin d'affaiblir les catégories plus résistantes des titulaires : « [cette stratégie] a probablement placé les travailleurs titulaires d'un contrat permanent dans une position de faiblesse pour s'opposer aux réformes dans la mesure où travailleurs temporaires et chômeurs étaient relativement nombreux »²⁷. On retrouve ici la démarche consistant à construire le rapport de forces sur la **fragmentation** populaire, de manière à retarder la prise de conscience du caractère global de l'offensive. Mais on comprend alors la société de peur : peur de perdre son travail, quand « on a la chance d'en avoir un », peur d'être mal noté, de se voir la prime supprimée, peur de basculer de l'autre côté, toutes ces frayeurs qu'inspire la perspective de la chute, du déclassement, de la maladie et finalement de la pauvreté. En somme, cette *dissociété* laisse l'individu aux prises avec un système sans qu'il ne puisse plus compter sur les solidarités collectives. L'anesthésie politique y trouve là son terreau.

Enfin, l'estocade fatale doit être portée aux chômeurs eux-mêmes : « Les réformes structurelles, qui commencent par générer des coûts avant de produire des avantages, peuvent se heurter à une opposition politique moindre si le poids du changement politique est supporté dans un premier temps par les chômeurs. En effet, ces derniers sont moins susceptibles que les employeurs ou les salariés en place de constituer une majorité politique capable de bloquer la réforme, dans la mesure où ils sont moins nombreux et souvent moins organisés. »²⁸

Au final l'idéologie n'est plus ici d'aucune utilité, sauf pour négocier la politisation de l'angoisse sociale à grand renfort de mots d'ordre tels que « déclin national », « assistance », « paresse », « racaille » et j'en passe. Et pour justifier la liquidation de l'État social en faveur de l'État fort qui va de pair avec l'État marchand, l'ordre par la remise au travail : car lorsqu'on travaille on ne se révolte pas, on ne défie pas la police, on ne se mutine pas, on ne fait pas de « mai 68 », etc. Le temps de tuer la parole ou de la réduire au silence est venu. Dans cette perspective l'ennemi devient l'ensemble des institutions protectrices du salariat (droit du travail, sécurité sociale, assurance-chômage, aide sociale, etc.) Après avoir marchandisé la plupart des acteurs et des structures de l'espace économique, social, écologique, il restait à la mondialisation une dernière marchandisation à opérer : celle de l'individu lui-même, autant dire de la personne, qu'il s'agit désormais de rendre « flexible » à loisir. De l'aveu même de M. Camdessus, nous ne sommes plus dans l'axe teilhardien : « Si la mondialisation, par 'économisme' ou par 'mercantilisme', nous amène à créer une termitière, une Babel, eh bien nous ne sommes pas sur l'axe de la totalisation que cherche Teilhard »²⁹ En politique il est un art qu'il convient de maîtriser rapidement, surtout lorsqu'on veut valider son arrière fond chrétien : celui de s'émouvoir sur les effets sans jamais toucher aux causes. La pauvreté devient alors un autre risque « formidable » de la mondialisation : « S'il y a un problème systémique, ultime pour le monde, c'est bien le problème de la pauvreté... c'est par la pauvreté que le monde peut aller à des révolutions formidables de son histoire. »³⁰

Les riches, hommes et pays, y trouvent leur compte, à coup sûr, puisque, comme pour le chômage, la pauvreté les assure de leur domination – pardon ! de *l'exercice de charité* – qui participe de « l'amorisation du monde » : « *La charité devient alors en effet amorisation du monde en toute chose et toute action, et la vie peut être conçue comme service des hommes pour participer à la construction et à l'organisation d'un monde plus habitable.* »³¹

Aussi longtemps que les croyances dans les savoirs occultes des sages ou la générosité des maîtres comme remèdes au dogme de *l'inévitable inégalité de la condition humaine* contribuent à tisser cette relation quasi spirituelle avec l'édifice social, national ou mondial, en se substituant au droit de la personne et au devoir de fraternité (la *justice* disait les anciens), la structure de pouvoir-autorité propre à une société donnée est assurée de pouvoir compter sur le consensus populaire et de triompher. Au risque d'obvier le sens du fait historique : on a pu dire récemment que c'est la seule générosité de Léon Blum qui a accouché des grandes réformes sociales de 1936³². Comprenez : *Gavroche n'y est pour rien*, ce qui importe peu puisque l'idée d'alliance entre dominants et dominés, ou si l'on veut, entre le politique et le social, est ainsi sauve. Mais lorsque l'idéologie dominante, sous la pression d'intérêts bien compris, est acculée à des ruptures avec la société, alors il lui faut trouver d'autres bases idéologiques au consensus avec les dominés. Parmi celles-ci, il en est une régulièrement avancée : c'est la notion du *mérite*. Cela n'a pas échappé à un sociologue comme Aristote pour plusieurs cités de son temps, dont Marseille : « *Il y a différentes façons, pour une oligarchie, d'accorder aux masses (plêthos) la participation au gouvernement... par exemple, comme à Massalia, en opérant une sélection des gens au mérite, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pouvoir* »³³. Dans la même réflexion il avait écrit, à propos de Marseille toujours, ce qui préfigure 1789 : « *Parfois, quand les honneurs sont réservés à un très petit nombre de privilégiés, le renversement des institutions peut provenir des riches eux-mêmes à qui tout accès aux fonctions publiques est refusé, comme cela est arrivé à Massalia, à Istros...* »³⁴ Le mérite est une notion commode puisque elle permet le dépassement des clivages idéologiques, sociaux et politiques tout en permettant la constitution d'une élite nouvelle, sa reproduction et sa mobilité, quel que soit le système politique auquel aboutit le renversement des institutions, précise le philosophe. Sa modalité affective est la *confiance*, entre pairs bien entendu. Sa traduction dans les rapports sociaux est la rupture du lien, et donc la formalisation des communautarismes, des ségrégations idéologiques, économiques et sociétaux, jusqu'aux banlieues, les riches ou *méritants* (plus ou moins riches) faisant alors sécession à tous les niveaux de l'organisation sociale. Il est alors facile de comprendre comment cette valeur permet de rallier, lors d'un vote, les pauvres et les pas bien riches aux riches, les premiers étant convaincus de partager les mêmes intérêts que les seconds. De cette notion ancienne et toujours rafraîchie de *mérite*, l'idéologie dominante a largement usé, pour rompre avec celle du *privilege* de l'ancien régime, Sieyès en tête, pour ne citer que lui³⁵. Et on sait ce qui s'ensuit dans le cadre institutionnel du XIX^e siècle. Mais aussi pour en finir avec l'État social comme on l'a vu. D'où la rupture entre l'économique et le social, la nécessaire « justice » dans celui-ci nuisant à l'impérieuse « efficacité » de celui-là. Mais on le voit bien, il ne s'agit aucunement d'un désengagement du politique à l'égard du social comme du marché, le fameux *moins ou plus d'État*. Bien au contraire, il s'agit d'une accélération du réengagement de l'État en faveur du marché et de l'idéologie qui le sous-tend.

Pour le reste, c'est-à-dire la contestation de ce pouvoir ou la crise, ce n'est le plus souvent que question de nuances, de limites et surtout d'équilibre *acceptable* entre l'ivraie et le bon grain, entre le requin et la sardine, ou pour reprendre l'image de M. Lamy, entre « *un monde d'éléphants* »³⁶ et les autres pucerons de la jungle globalisée. Croyant dans le *mérite* trouver davantage de liberté, les hommes ne font alors que la perdre sur l'axe du *travail*, qui, ainsi compris, n'est autre que celui de l'ordre³⁷. Reste pour la désobéissance la rue aux pauvres et la feuille d'impôt aux riches qui s'estiment toujours injustement payés en retour de leur solidarité nationale.

L'ordre du monde

Autre aspect historique des consensus idéologiques : la mise en forme de la société en ordres. La chose avait commencé bien avant le *Traité des Ordres* de Loyseau de 1610, qui n'est en fait que l'aboutissement d'une longue tradition sur laquelle je passe³⁸. Je mentionne seulement Grégoire le Grand parce que l'une de ses lettres de 595 en donne et le principe et la justification : « *Que la création ne puisse être gouvernée dans l'égalité, c'est ce dont nous instruit l'exemple des milices célestes : il y a des anges, il y a des archanges, qui, manifestement, ne sont pas égaux, les uns différant des autres en puissance (potestas) et en ordre (ordo)* ». La messe est dite, d'abord par la plume monastique puis universitaire, et pour plus de douze siècles d'un droit divin qui, depuis Guillaume d'Occam, n'a cessé d'être théorisé pour le plus grand bonheur de l'aristocratie et la justification d'une société divisée en trois ordres jusqu'à la nuit du 4 août 1789.

Cela n'est pas bien original non plus : après tout, Platon avait fait de même avec sa **fumeuse** tripartition de l'âme, modèle de ses trois classes d'hommes ; à une de ces classes seule appartient la raison et l'appartenance à l'une ou l'autre est donné par la naissance³⁹. Cela a fait histoire. Mais ici l'argument se fait plus prégnant : non seulement l'ordre politico-social est estampillé par le divin ou le métaphysique, mais, implicitement, c'est ainsi parce que *cela s'est toujours fait...* au moins depuis la hiérarchie céleste. C'est donc doublement incontestable. Depuis le Moyen-âge, les théoriciens de la monarchie, au travers des coutumiers, s'en sont donné à cœur joie. Il

n'est pas difficile de retrouver là un autre lieu commun du mensonge de l'idéologie. Le principe est simple : il s'agit de tirer argument d'un passé, historique ou imaginaire, afin de créer un *sentiment* de continuité, qui rassure, qui identifie une communauté et surtout qui affirme la légitimité des valeurs et de l'ordre social en cause ; d'un mot, le régime même. Je dis sentiment parce qu'alors le registre du consensus visé est celui de l'émotion, de l'irrationnel, et de ce fait on peut légitimer tout et son contraire. Cela fonctionne comme un antidépresseur. La continuité ou le changement, la cohérence et l'incohérence, se réclamer de Jaurès et de Gramsci tout en plagiant Reagan ou en versant dans l'eugénisme de la délinquance. Ce qui importe, ce n'est pas la vérité historique ou le bien-fondé de ce type d'argument, mais c'est que la société en soit persuadée, le rendant immédiatement utilisable pour l'identification avec le système, son accréditation et sa fatalité. La chose évolue dans divers registres. En politique bien sûr : Lycurgue, Thésée, Romulus ont-ils existé ? Peu importe, on le croit ou on feint de le croire, l'identité nationale est sauvée. Auguste prend le pouvoir et affirme « *J'ai fait passer la res publica de mon pouvoir (potestas) au pouvoir (arbitrium) du Sénat et du peuple romain* »⁴⁰ et il instaure non la République mais l'empire ; peu importe, pourvu que la coutume, l'usage, l'assurance de la continuité et donc de la stabilité, bref le *mos maiorum*, soient ancrés dans le mental italien, celui du Sénat au moins, en attendant sa mise au pas. Même principe dans la pensée religieuse. Abraham a-t-il existé ? Qu'importe : on le croit et ça fait peuple et nation. Cassien⁴¹ dit-il vrai lorsqu'il théorise la vie monastique en Provence et pour cela invente deux versions de l'origine du monachisme, l'une à Alexandrie, l'autre à Jérusalem ? Qu'importe : cela lui permet d'interdire toute espèce d'innovation en matière de tradition par rapport à « la tradition des Anciens » dont on chercherait vainement les traces. Quant au domaine de l'éthique, la chose est évidente surtout en période de crise du régime : « *Le monde est vide depuis les Romains. Mais leur mémoire le remplit et prophétise le nom de Liberté* » dira Saint-Just⁴². On connaît le sens que l'archange de la Terreur donna ensuite à ce mot, au nom de Rome. Mais la mémoire prophétisant...

« *Mœurs des Ancêtres* », « *tradition des Anciens* », « *liberté naturelle* » : la liste peut être longue de toutes ces formules sophistiquées du vocabulaire idéologique.

Se montrer héritière d'un passé, à grand renfort d'inventions, d'affiliations, d'identifications est un procédé frauduleux de l'idéologie dominante dont la finalité ressortit au fonds des notions sécurisantes d'ordre et de fatalité. Ici la pensée est somme toute faible, mais c'est à ce prix que l'idéologie prend de l'importance. On l'a vu tout au long du XX^e siècle, pour ne pas remonter trop loin : quoi de plus simple par exemple que l'idée d'une hérédité génétique d'une race ou d'un comportement social dont le grand industriel Henry Ford, précurseur de la finance mondialisée, se fit le chantre vers 1920 à propos des juifs. On sait que les théories de son « *The International Jew, the world's foremost problem* »⁴³ passèrent tout droit dans *Mein Kampf* et que cela lui valut la distinction suprême de la grand croix de l'Aigle allemand. Théorie qui ressurgit régulièrement dans l'argumentaire idéologique et ses pratiques sociales. Car il ne faut jamais oublier que cet argumentaire aboutit toujours à la stigmatisation du bouc émissaire et à ses implications sociobiologiques.

Généralement, ce procédé idéologique d'accréditation par le passé réécrit l'histoire et se montre, du point de vue de son efficacité pragmatique, plus puissante que la consécration divine. Mais il le fait avec une caractéristique qui le rend reconnaissable immédiatement comme mensonge : l'histoire qu'il reconstruit est toute unanime en ce sens qu'elle évacue toute dialectique, c'est-à-dire tout rapport de force sans lequel, croyons-nous, il n'y a pas histoire. Ainsi depuis l'aube des temps, « *après avoir franchi le pas de la pensée... puis celui de la socialisation... l'humanité travaille à franchir le pas de la mondialisation* » écrit Monsieur Boissonnat⁴⁴. La chose est donc dans nos gènes. Puis, balisant l'histoire depuis la Renaissance, il nous persuade que le sens profond de l'humanité, compréhensible seulement à l'aune de la dynamique irrépressible du rapport marchand (« *la relation gagnant-gagnant devient ainsi naturelle...* »), est le développement de la mondialisation qui « *serait une accélération d'un processus multiséculaire de l'universalisation de la destinée de l'humanité* » c'est-à-dire l'extension de cette « *loi naturelle* » du rapport marchand. Cela ne l'empêche pas de conclure que « *la mondialisation attend qu'on lui trouve sa direction et qu'on lui donne sa signification* ». Et c'est là que pour notre admirateur prend valeur la mystique de Teilhard, transformée pour le coup en tautologie de la mondialisation. Mais rien – ou peu – n'est dit des soubresauts, des combats, des refus, des dominations. Un seul exemple : la première grande étape de la mondialisation serait, nous dit-il, la Renaissance. Les échanges, les technologies, les sciences, le marché, etc. Tout cela est bien réel (le rappel de l'évidence est d'ailleurs le propre de l'idéologie) mais se retrouve réduit à la découverte de la *croissance*. C'est oublier que la Renaissance est le résultat d'un rapport de force parfois brutal, au religieux avec le protestantisme, au social avec la montée de l'État monarchique et de sa fiscalité, au culturel avec l'extermination de milliers de personnes supposées sans âme, au spirituel enfin avec le choc entre une conception religieuse de l'ordre social et la toute-puissante *Raison* et ses bûchers. Rien de tout cela dans ce paysage lissé des grandes constructions dogmatiques de l'idéologie dominante, à l'exception des habituelles condamnations des dérives du système : la pauvreté due aux crashes financiers, les malheurs de la titrisation⁴⁵ aveugle et sans bornes de l'économie mondiale, la misère migratoire, la pollution, que les artisans de la mondialisation génèrent par le biais du FMI, de l'OMC, de la Banque Mondiale – qu'ils dirigent – et dénoncent avec pour seul remède... encore plus de mondialisation. Monsieur Camdessus raisonne exactement de la même

manière. Reste que cet ordre du monde me pose question ; plus précisément la nature de la légitimité qu'il s'octroie, relevant aux dires de M. Boissonnat de la mécanique.

Le monde est un peloton. « Qui sera le plus grand » ? (Matthieu 18,1)

Car bien entendu personne n'est dupe et chacun sait que ni la durée supposée ni la fatalité construite, par ontologisme ou économisme, ne légitiment quoi que ce soit, même si elles négocient toujours aussi bien l'adhésion publique, cette « monnaie morale » (encore Saint-Just). Il suffit de méditer le « *Nous n'avons qu'un seul Père* » du chapitre huit de Jean⁴⁶ pour voir comment fonctionne l'identification avec le système et sa légitimation. Davantage encore : à chaque page de l'Évangile est exposée la question de la légitimité de l'autorité de Jésus : « *Par quelle autorité fais-tu cela ? Et qui t'a donné cette autorité ?* »⁴⁷ Le problème c'est que Jésus ne donne pas de réponse, pas même celle de Dieu : « *Moi non plus je ne vous dis pas par quelle autorité je fais cela* ». Il faut donc chercher ailleurs. Pour l'antiquité, ce n'était pas assurément les discours théoriques de Platon qui faisaient consensus. Encore une fois, et même à tenir compte d'un platonisme diffus, celui-ci restait le fait d'une élite intellectuelle et non celui d'une culture populaire. Aristote, plus empirique, serait plus proche de la réalité. En outre, les crises perpétuelles du système aux mains des sophistes comme la diversité des modèles institutionnels montrent que dans les cités-états aussi bien qu'entre elles la stabilité n'était jamais acquise. Quant à Rome, malgré tout son discours politique théorique, sur lequel je reviendrai, Cicéron et plus tard ses émules de l'Empire ne me semblent guère convaincants dans leurs efforts pour légitimer à partir de l'*imperium* (le pouvoir) ou de la *rem publicam bene gestam* (l'intérêt public) l'adhésion populaire au régime. S'est-on seulement posé véritablement la question de la légitimité en dehors des artifices idéologiques ? Une réponse est me semble-t-il possible à partir de l'idéologie qui entoure la guerre, la conquête par la guerre, et la redistribution qu'elle opérait. Il serait trop long ici de développer et l'idéologie et ses mécanismes de domination. Mais il suffit de lire les *Res Gestae* d'Auguste pour se convaincre que l'adhésion au régime était enlevée par l'action conquérante, la redistribution des bénéfices qui en résultait pour l'élite (butins, honneurs, terre, esclaves, etc.) et l'idéologie conquérante telle que nous l'avons rapidement entrevue (l'ordre selon les *boni*, la fidélité au passé religieux et éthique, la prospérité, le pouvoir). Pour le Moyen-âge et au-delà je ne vois pas bien ce qui peut contredire cette interprétation, l'effondrement du pouvoir direct n'étant que le versant négatif de la conquête et son relèvement le versant positif. Quand le roi s'enrichit par la conquête, c'est tous les grands qui s'enrichissent, ce qui permet l'échange de la fidélité et autres échanges. En tout cela nous restons dans la sociologie maussienne de la puissance organisée en don et contre-don et nous nous rapprochons de ce vieux mythe, encore fortement ancré dans les justifications idéologiques, de l'entrepreneur qui s'enrichit tout en enrichissant la communauté.

L'avènement de l'idéologie marchande, commerciale puis bancaire – qu'on la situe au XII^e (Braudel) ou au XVI^e siècle (Weber) ne change rien pour notre propos – participe de cet esprit de conquête du monde si bien analysé par ce dernier. Et ce ne sont pas les mises en garde des moralistes thomistes, adossées pour l'essentiel à l'antique critique aristotélicienne de la chrématistique (de *krema*, la *richesse*, la *possession*) qui perturbèrent le développement de cette idéologie. Bien au contraire, l'idéologie marchande se présente comme la croyance en une croissance indéfinie de l'avoir qui ne peut se réaliser que par la conquête : conquête des ressources, des marchés, de l'argent, du progrès, du bien être, etc., avec ses corollaires économiques, la surproduction, et anthropologique, la réduction de l'individu social au rôle du consommateur.

Elle s'accompagne de justifications morales : c'est l'accomplissement de la liberté humaine sanctuarisée dans le libre échange, la libre entreprise, la concurrence libre et non faussée et autres *credo* métaphysiques sur lesquels je reviendrai bientôt.

Elle a sa finalité humaniste, enfin : elle assouvit le besoin naturel de vivre en sécurité à partir de la satisfaction des besoins vitaux et surtout elle réalise – vieille ficelle de l'analyse libérale, et seulement d'elle nous dit-on – la transformation de la violence humaine en relation sociale et rend donc possible un progrès porteur d'unité de la condition humaine. Ainsi parée, cette idéologie marchande – qui ne se réduit pas seulement à l'échange de marchandises mais aussi au capital devenu lui-même une marchandise – organise le réel en un grand casino sans frontières. Dans un passage qui vaut d'être cité M. Boissonnat explique les raisons de ce triomphe de la relation marchande : « *Pourquoi l'économie a-t-elle été le support le plus naturel et le plus efficace de la mondialisation ? Après tout, celle-ci aurait pu se réaliser par la volonté d'un conquérant, d'une force qui soumet le monde à son autorité. Ainsi se voyaient les grands conquérants, Alexandre et les empereurs romains... les religions... Mais c'est finalement l'économie qui a obtenu le meilleur rapport « qualité-prix » pour unifier notre planète. La vie économique constitue, avec le sport, la plus grande tentative faite par l'humanité pour alléger le poids de la violence en la détournant vers les choses, en l'organisant dans une compétition où ce que l'un gagne, l'autre ne le perd pas forcément. Mais aussi et surtout où celui qui réussit une percée innovante par laquelle tous les acteurs économiques s'engouffrent immédiatement doit être reconnu comme le chevalier victorieux qui a permis un progrès pour tous et doit être gratifié pour cela. En ce sens il faut parler de compétition coopérante, forme humaine sublimée de l'évolution cosmique qui vise la croissance de la vie. La relation marchande ne prétend pas aboutir à la chute des deux parties en concurrence, le vendeur ne peut pas vouloir la ruine de*

l'acheteur, car il en a besoin pour continuer de produire. La relation gagnant-gagnant devient ainsi naturelle car elle satisfait les besoins des deux parties»⁴⁸. Le vocabulaire (que je souligne) est significatif ; on peut y saisir l'essentiel d'une idéologie de la mondialisation qui se veut eschatologique : tout y est réduit à une seule idée, la puissance comme principe substantiel de l'intensification de la vie. C'est cela qui fait le véritable consensus humain de l'idéologie dominante. Peu importe ensuite les moyens historiques que se donne cette puissance : l'argent, le religieux, la loi, le colonialisme, l'esprit d'entreprise, le sexe ou le ticket de loto... Au niveau politique, cette idéologie s'accommode de tout, de la démocratie aussi bien que du totalitarisme. Pour ne rien dire des systèmes économiques, culturels et sociaux. Ses dérivés sont issus de sa nature même : « *La mondialisation, poursuit Boissonnat, engendre de nouvelles inégalités entre le Sud et le Nord et à l'intérieur de chacun de ces ensembles. C'est l'effet mécanique de toute accélération : elle étire le peloton des groupes qui la subissent* ». On aimerait bien savoir comment un chrétien peut expliquer aux pauvres que leur pauvreté procède d'un *effet mécanique*... à moins qu'il ne s'agisse là d'un avatar moderne de la « *main invisible* ».

La puissance devenue ainsi ontologique, travestie par le champ sémantique bien connu des slogans humanistes (la liberté, le désir, la bonne conscience, la propriété, la croissance) se donne le change de la vie, la pulsion de vie freudienne. Dès lors elle ne peut être que « naturelle » et conduire à son objet naturellement. Fatalement. Les chantres de l'ordre globalisé sont aussi ceux qui évacuent le plus sûrement tout surmoi qui viendrait faire obstacle à l'intensification de leur vie. C'est pourquoi l'immoral – celui des *patrons-voyous* faisant suite au *robber barons* d'autrefois est emblématique – y est fréquent.

Mais le mensonge de l'idéologie dominante ne réside pas là, dans sa naturalité probable mais plus affirmée que démontrée en tant que système impératif d'organisation des rapports sociaux. Il est dans sa présomption à combler par son abstraction même l'espace symbolique constitutif de l'altérité du sujet, tout en prétendant le réaliser, l'argent n'étant pas seul en cause bien entendu⁴⁹. Dès lors, il évacue l'autre, tout aussi sûrement Dieu que le frère humain, ou, si on veut le dire en termes bibliques, il nie l'errance d'Abraham qui a fait histoire, sujet et communauté humaine indissociablement. Si on comprend cela, alors la parabole du jeune homme riche, entre autre évidemment, habituellement réduite à la mauvaise conscience du riche, fait sens autrement. Ce jeune homme s'en alla *triste* parce qu'il a mesuré d'un coup qu'il lui fallait passer d'un rapport de force qui confond maîtrise du monde – y compris par la médiation du religieux et de la Loi – avec sa possession et sa bonne conscience, à un rapport de différence où le surgissement de l'autre médiatise sa propre puissance de vie. Il n'est pas une seule page de l'évangile qui n'articule ce mouvement. Cela s'appelle l'amour et il paraît que c'est nouveau, sans doute parce que ce mouvement ouvre un avenir possible à l'autre qui lui permet simplement d'exister comme *personne* (ou État) et non comme consommateur, qu'il soit *vendeur* ou *acheteur*.

Mais telle n'est pas l'économie humaine de l'idéologie dominante. Sa dureté est sans faille car toute espérance d'une autre économie humaine est vouée à n'être qu'*illusion* subversive : « *Reconnaissons-le, au moins pour nos contemporains en Europe, les menaces (de la mondialisation) semblent peser plus lourd que nos chances de triompher de nos maux ataviques. Beaucoup désespèrent, théorisent leur désespoir sur les vieux thèmes (?) de l'irrésistible pouvoir des multinationales et de la montée des puissances d'argent, d'autres enfin, attendent dans le rêve ou les imprécations, la mobilisation populaire universelle qui renverserait les rapport de forces... autre manière, hélas de se perdre dans l'illusion... Tout se passe comme si les décennies que nous vivons qui sembleraient appartenir au temps teilhardien de la planétarisation n'en tiennent pas les promesses. La planétarisation selon Teilhard c'est la convergence et la personnalisation ensemble. Or voilà, la personnalisation a décroché de la convergence*»⁵⁰ L'affaire est entendue, l'avenir du monde est clos. Comme l'a dit en son temps une autre grande spécialiste de la démolition sociale : *there is no alternative* (M. Thatcher). Les alternatives existent pourtant, mais on ne peut les développer ici. Dans ce discours donc, inexistence de la dialectique, conséquemment de l'individuation qui fait place à l'individualisme, autre nom de la puissance et de la souveraineté. Subséquemment de l'État : « *Face à cette mondialisation qui souligne notre impuissance, nous affirmons nos identités sociales définies en termes religieux, ethniques... [dans l'ONU] chacun des États nationaux se croit souverain alors qu'il n'est qu'un atome dans l'ensemble qui l'emporte* ».

Les détracteurs de la pensée marxiste ont à cœur de réduire le débat idéologique à l'opposition entre individu et collectif, l'aliénation pour celui-ci, la libération pour celui-là, le matérialisme d'un côté, le spirituel ou le psychique de l'autre : « *Il est frappant de constater à quel point les préjugés moraux se mêlent, chez Marx, à l'analyse 'scientifique' des conditions de production : la condamnation de l'exploitation de l'homme par l'homme sous-tend ainsi constamment la perception étroite des facteurs économiques, qui leur nie toute dimension spirituelle ou psychique*»⁵¹. Les marxistes seraient des animaux sans esprit incapables d'affecter *une dimension spirituelle ou psychique aux facteurs économiques*, c'est bien connu... Pourtant je doute qu'une bête ait pu écrire les lignes suivantes au sujet de l'activité humaine de production : « *J'aurais la joie d'avoir été pour toi le médiateur entre toi et l'espèce humaine, donc d'être ressenti et reconnu par toi-même comme un complément de ta propre nature et comme une partie de ton être, donc de me savoir affirmé dans ta pensée comme dans ton amour. Enfin, j'aurais la joie d'avoir produit dans la manifestation individuelle de ma vie la manifestation directe de ta vie, donc d'avoir affirmé et réalisé, dans mon activité individuelle, ma nature humaine, mon être social. Nos productions seraient autant de miroirs où se reflèterait notre être*»⁵². Que la médiation (ici *miroir* au

sens lacanien) cesse sous les coups de boutoir d'une activité humaine organisée en *compétition* avec sa violence obligée, alors l'économique devient un but et ses acteurs des abrutis serviles, des « *vendeurs acheteurs liés par le besoin de produire* » pour reprendre le discours de M. Boissonnat. C'est pourquoi dans l'idéologie dominante la *joie* entrevue ici laisse place à la jouissance, déclinée en explosion du « plaisir », du « besoin » ou du « loisir ». À moins qu'elle ne se réfugie dans la dépression de la fatigue de soi, que le suicide métaphorique (*se tuer à la tâche*) ou de plus en plus réel dans les usines fait éclater au grand jour, où l'individu se délie, se différencie enfin du *besoin de produire entre acheteur et vendeur*. Il est clair alors que la réduction à la seule « *redistribution des richesses* » ou à « *l'exploitation de l'homme par l'homme* » retenue par l'idéologie dominante dans la réflexion marxiste vient masquer la perversion qu'elle opère en réalité : au même temps qu'elle affirme l'individu elle détruit la personne en quête de son être, de sa dignité qui est reconnaissance mutuelle au-delà de la pure valeur marchande des rapports de production, dont le travail. *Elle réifie la personne qu'elle prétend personnaliser*, c'est tout. Marx avait parfaitement analysé cette perversion toujours possible de la pensée économique dominante en fétichisme⁵³. Il lui oppose une autre réalité que je laisse à chacun apprécier. La « *valeur* » d'une marchandise, dit-il en résumé de sa pensée, ne se mesure pas à sa substance, qu'elle soit de l'or ou de l'activité humaine, mais elle ressort en dernier lieu du travail social qu'elle cristallise. La *valeur* est donc une « *chose sensible suprasensible* » qui ne dépend pas plus de sa nature propre que d'une imputation normative (religieuse, légaliste, etc.) mais essentiellement d'une reconnaissance effective d'un travail de civilisation qui décide de cette valeur⁵⁴. Ainsi, un diamant des mines d'Afrique du Sud vaudrait-il plus que le lis d'un jardin ? Pourtant « *Voyez les lis des champs comme ils poussent : ils ne peinent ni ne filent. Or je vous dis que Salomon lui-même, dans toute sa gloire n'a pas été vêtu comme l'un d'eux !* » (Matthieu 6,28) Il importe donc peu que cette valeur procède d'un travail de civilisation doté par du religieux ou du profane. C'est l'homme qui la constitue en la reconnaissant, non dans une mystification, mais objectivement, dans une pratique et une politique, comme « *chose sensible suprasensible* ». Et ce qui est vrai pour une chose l'est encore plus pour la personne. À cet égard, la « *redistribution des richesses* », si nécessaire soit-elle parce que l'homme ne vit pas seulement d'idéologie, est insuffisante, autant que la littérature du « désir » est abstraite si elle ne tient pas compte qu'avant le désir il y a les besoins vitaux. Mais la pire entre toutes des configurations de la puissance de vie de la personne humaine est bien *l'amorisation du monde* dont se prévaut M. Camdessus, car elle en ampute et la substance et l'esprit. Alors où est « *la négation de toute dimension spirituelle ou psychique* » de la pensée marxiste révisée par l'idéologie dominante ? La réponse est dans la « *main invisible* ».

La main invisible ou le mythe de ceux qui ne savent pas ce qu'ils font (Luc 23,34).

On aura reconnu là le concept classique d'Adam Smith dans « *La richesse des nations* ». Le principe, disons plutôt l'aporie, est simple. Il consiste à construire un discours « scientifique », d'économie politique en l'occurrence, à partir d'un mécanisme érigé en dogme économique selon lequel le marché est régi par une sorte de loi naturelle qui équilibre spontanément production et consommation, offre et demande⁵⁵. Cette loi naturelle, c'est l'intérêt, plus précisément l'*égoïsme* ; d'autres, dans la lignée de Smith, évoquent les vices privés tels que l'ambition. La théorie économique qui en découle est la concurrence, fondatrice du libre-échange. Elle sera relayée et affinée par Walras et Schumpeter pour ne citer que ces deux là, le premier pour avoir renforcé la théorie de l'équilibre général, le second pour sa doctrine de la concurrence comme innovation permanente, c'est-à-dire destruction créatrice permanente de l'activité économique⁵⁶. Ce discours de la méthode, étayé d'humanité, contenait une visée politique : celle de dépolitiser le plus possible l'activité économique en lui substituant des *lois naturelles* immanentes et supérieures qui les situent en dehors et au-dessus des réalités sociales avec leur logique autonome et leur existence propre. En vérité, leur légitimité scientifique tient à ce vieux fond de mysticisme généralement bien intentionné dont l'évidence se passe de toute démonstration. La chose n'est pas nouvelle et, pour faire bref, je rappellerai seulement toutes les notions bien connues et ressassées de « loi naturelle », de « raison naturelle », de « fatum » (destin) et autres formules creuses dont un Cicéron, lui qui avait bâti une copieuse fortune sur l'immobilier et le commerce, a su doter la pensée philosophique et politique de son temps. Toujours véhiculée, dès les Pères de l'Eglise, et jamais remise en cause à l'intérieur comme à l'extérieur du système philosophique lui-même, cette méta-normativité a fait le bonheur de l'idéologie dominante lorsqu'il s'est agi d'élaborer l'économie politique. Et c'est bien compréhensible puisqu'elle permet de faire approuver tout système ou idée que l'on veut promouvoir à n'importe quel moment. Il est hors de propos ici de démontrer le caractère peu scientifique de ces dogmes modernes. Signalons seulement et très allusivement deux démentis que la têtue réalité leur inflige. Le premier, celui de l'équilibre général des marchés formulé par Smith, lequel suppose une information immédiate et parfaite des agents économiques et des prix, est constamment contrarié par leurs instabilités viscérales davantage accélérées par la concurrence. D'où les plaintes habituelles de « gouvernance des marchés » et l'appel à l'intervention publique. Le second, celui de la concurrence elle-même dont on voit que loin d'aboutir à une économie élargie elle a conduit à une surconcentration systématique des rapports de production aux conséquences désastreuses. Au total, dit un grand connaisseur des marchés, nous sommes « *incapables d'expliquer comment fonctionne le monde nouveau* »⁵⁷. Pour ne rien dire évidemment de la critique historique : présupposer comme le font nos

théoriciens que la relation marchande est un *état naturel* de la société c'est mettre la charrue avant les bœufs. Plus précisément c'est tenir pour acquis ce dont il s'agit d'expliquer le processus et le développement, car, à titre d'exemple, la société marchande n'est ni le fait de la préhistoire, ni celui du continent asiatique pendant des siècles, ni celui de l'Empire romain qui, pour des lustres, a débouché sur la dissolution foncière que l'on sait. En un mot, l'*évidence* de l'idéologie dominante ne résiste ni à la critique historique ni à la démarche scientifique en économie, sauf dans sa propre apologétique. Mais abandonnons le champ du débat pour celui des réalités, c'est-à-dire passons *du* politique à *la* politique. Ici, de nouveau, il faut s'en tenir aux faits précis, sans les détailler faute de temps, et non aux discours. Pour cela, je ne prendrai que les domaines avancés par M. Camdessus dans son allocution aux Nations Unies en 2005 : « *Pierre Teilhard de Chardin : Mondialisation et avenir de l'humanité* ».

Reprenant ce qu'il dit être les « perspectives d'humanisation » laissées par Teilhard, M. Camdessus les réduit à trois recommandations essentielles :

- agir ensemble dans une grande espérance en commun
- construire la cohésion du monde
- promouvoir la solidarité humaine.

Dans les faits, ces trois recommandations se traduisent selon notre expert respectivement par le *multilatéralisme*, le *partenariat* et le *développement durable*.

À la base de ces trois orientations devant ouvrir « *une perspective d'humanisation* » il y a selon M. Camdessus des institutions porteuses, financières le plus souvent, en premier rang desquelles vient le FMI, qu'il a dirigé treize ans durant. Sa vocation est de *donner confiance à tous ses membres*. Pour cela, le multilatéralisme c'est-à-dire un mode de « *gouvernance mondiale des échanges et du bien commun universel* », est la voie royale puisqu'il fait « *prévaloir la force de la norme sur la norme de la force. Il est l'arme contre la loi du plus fort* »⁵⁸. On sait ce qu'il en est et ce qu'il en est advenu. Le principe du multilatéralisme est le présupposé fondamental de l'idéologie dominante, celui de l'agrandissement et de l'ouverture totale des marchés, le libre échangisme sans limites, qui serait bénéfique pour tous les pays et toutes les populations, riches et pauvres. Smith lui-même n'était pas dupe : « *L'intérêt des marchands est toujours d'agrandir le marché et de restreindre la concurrence* », ce qui signifie que l'expansion marchande est au-dessus de toutes les considérations politiques, économiques, sociales et écologiques, et surtout contre l'infamante hérésie du protectionnisme. Ce credo est évidemment infirmé par bien des situations qu'il serait trop long de développer ici⁵⁹. Mais, plus grave surtout, le multilatéralisme bienveillant projetait substantiellement l'enrichissement des plus riches et l'appauvrissement des plus pauvres. Conséquence : le cycle de Doha entamé en 2001 est tombé en panne, vraisemblablement pour longtemps, en juillet 2006. Et pour cause : cette « *marchésation du monde* » selon l'expression de M. Lamy, visait surtout à satisfaire les revendications des grandes firmes transnationales en matière de services, d'agriculture et de produits industriels au détriment des pays du Sud, via les bailleurs de fonds internationaux et l'Organe de Règlement des Différents (ORD) de l'OMC. Avec pour stratégie les pratiques habituelles de l'idéologie dominante : réduction de dettes ou prêts contre ouverture des marchés, privatisation des services publics et ligotage de la puissance publique, politique douanière favorable aux pays riches, etc. Stratégies avec leurs cortèges de faillites, de ruine des productions locales, d'assèchement budgétaire des États livrés aux corruptions, des migrations et des replis ethniques sanglants.

Les premiers perdants du multilatéralisme qui s'est achevé à Doha sont ceux qui devaient en être les premiers bénéficiaires. Ainsi, comme s'en affligeait un haut dignitaire nigérien, en matière de simples équipements médicaux : « *Nous ne savons plus comment choisir nos équipements et il nous est impossible de recruter du personnel. La Banque Mondiale et le FMI contrôlent toutes nos dépenses* »⁶⁰. La conséquence est simple : depuis Doha, et bien avant, ce sont plus de 300 accords bilatéraux qui ont été signés⁶¹, renvoyant la doctrine universaliste aux calendes grecques. Le *chacun pour soi* étant désormais la règle de la gouvernance mondiale, l'universel est devenu un plat de spaghetti où le plus fort impose ses conditions au plus faible. Cela n'empêche nullement M. Camdessus de se gausser, avec Jean XXIII cette fois : « *Il faut aller vers ce que Jean XXIII, cet autre prophète, demandait déjà, il y a quarante ans : non pas un gouvernement mondial, mais là où il le faut, une autorité publique à compétence universelle* ». C'est Bourdieu, me semble-t-il mais je ne sais plus où, qui avait écrit que la référence à l'universel est l'arme par excellence parce qu'elle avance toujours sous l'étendard des droits de l'homme et de la bonne gouvernance.

Le partenariat, seconde coqueluche de notre expert, « *vise à substituer à une relation d'assistance une relation de pays poursuivant ensemble une responsabilité commune pour la réussite de tous... Les grands problèmes du monde, à commencer par la pauvreté sont des problèmes de tous et doivent être abordés par tous... Le partenariat est un dialogue d'égaux qui implique la totale franchise de part et d'autre et l'acceptation du regard critique de l'autre sur nos politiques à son égard, le respect des exigences éthiques de l'autre de sa culture...* » etc., etc. Dans cette perspective fut constitué en 2001, le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement Économique de l'Afrique) entre le G8 et l'Afrique dans lequel M. Camdessus est le représentant de la République Française, auprès de Mr Blair, un autre champion de la lutte contre la pauvreté de l'Afrique. En fait de dialogue

d'égaux, dès son élaboration plus de quinze pays d'Afrique de l'Ouest « *regrettent de n'avoir pas été associées au processus de la conception, de la mise en œuvre et de la vulgarisation du NEPAD* »⁶². En février 2005, nos deux hommes et quelques autres produisent un rapport⁶³ dans lequel, après les litanies classiques du type « *la pauvreté et la stagnation de l'Afrique sont les plus grandes tragédies de notre temps* », ils estiment que cette pauvreté est la faute des africains eux-mêmes, qui n'y comprennent rien, et de leurs « mentalités » réfractaires au développement ainsi qu'à leurs dirigeants corrompus, opinion rapidement relayée par les médias⁶⁴. En somme l'idéologie dominante explique, partout et toujours de la même façon, la pauvreté, celle des chômeurs que nous avons évoquée comme celle des africains : c'est de la faute des pauvres eux-mêmes. Et, comme pour les chômeurs⁶⁵, fait suite aussitôt dans le rapport de MM. Blair et Camdessus, le discours sécuritaire emprunté à Mr George W. Bush : « *La pauvreté et l'oppression persistent peuvent aboutir au sentiment d'impuissance et au désespoir. Et lorsque les gouvernements ne répondent pas aux besoins les plus élémentaires de leurs citoyens, ces États en situation d'échec peuvent devenir des refuges pour les terroristes* »... grâce aux florissants marchés d'armements dont les premiers vendeurs sont les plus attachés à lutter contre le terrorisme, faut-il le préciser.

Mais rien n'est dit des 90% de l'aide internationale que les donateurs détournent à leur profit sous forme d'achats économiques d'envergure, de remboursement de dette et surtout de subventions aux entreprises des donateurs implantées sur place. Rien non plus sur le fiasco de l'allègement de la dette pour les PPT (Pays pauvres très endettés). Mais surtout, reprenant le principe désormais connu que « *l'entreprise privée est le principal moteur de la croissance et du développement* », MM. Blair et Camdessus demandent aux pays africains de libéraliser davantage leurs politiques commerciales, en s'appuyant sur le G8, la Banque mondiale et le FMI pour bâtir « *la capacité physique, humaine et institutionnelle nécessaire au commerce, y compris les mesures de facilitation* ». On sait ce que signifient les « *mesures de facilitations* » : il s'agit de favoriser le contrôle par le G8 des énormes ressources naturelles dont regorge l'Afrique, ce dont nos experts conviennent : « *à mesure que le monde changera et se développera, il est probable que les vastes ressources naturelles de l'Afrique resteront vitales pour la prospérité du monde* », souligne leur rapport. M. Camdessus se flatte ainsi d'avoir corrigé largement le destin de l'Afrique : « *J'ai participé au cours des derniers mois aux travaux de la Commission pour l'Afrique... nous avons mis en évidence l'ampleur de l'effort supplémentaire à produire en partenariat par les Africains et les pays industriels : doubler les financements, annuler la dette où c'est nécessaire, revoir le régime de nos relations commerciales... j'insiste sur le devoir de respect de la parole donnée : c'est le degré zéro de toute cohésion. Prendre cette obligation à la légère aboutit à anéantir toute chance d'avancer vers une société plus fraternelle. Nous savons ou ces méthodes conduisent : au jeu sauvage des forces du marchés non régulés. Respecter la parole donnée est donc le premier pas à faire pour globaliser la solidarité* ». Parole tenue : depuis 2000, renouvelé en juillet 2006 par Mr Wolfowitz, directeur de la Banque mondiale, Washington a mis en place un instrument de pénétration des économies africaines, l'*African Growth and Opportunity Act* (AGO), qui a pour but selon la charte « *d'intégrer les pays africains dans le processus de globalisation, et d'aider les milieux d'affaires américains à travers les réformes économiques et l'ouverture des marchés en Afrique* » ce qui veut dire lever toutes les barrières tarifaires et non tarifaires concernant des produits américains. L'Union Européenne n'est pas en reste. Sous le nom d'*Accords de Partenariat Économique* (APE), en vérité des traités de libre-échange, elle impose, par des traités régionaux (cher multilatéralisme !) qui mettent en concurrence tous les états, d'ouvrir sans restriction les marchés africains aux exportations européennes, et ce avant le 31 décembre 2007. Faute de quoi les ventes africaines en Europe seraient lourdement taxées d'une part ; d'autre part fini ces aides qui ne servent à rien ! On sait ce que cela signifie : asséchées les recettes douanières, une des principales ressources budgétaires africaines, ce qui réenclenche le cycle de l'endettement, torpillées les productions locales, comme on l'a vu pour le poulet et le lait africains, qui représentent 70% des moyens de subsistance, ce qui ruine l'économie locale et explique qu'on s'entretue pour survivre. Au total on contraint des économies faiblement développées à affronter sur un pied d'égalité les entreprises des pays les plus riches. Mais surtout, suprême astuce, plutôt tricherie, dans ce discours de dupes : l'accès des produits agricoles du Sud aux marchés développés est présenté comme le seul facteur de développement de ces pays. Or, il ne s'agit pas des produits de l'agriculture paysanne et locale, destinés majoritairement comme on l'a dit à la consommation autochtone, mais bien de ceux de la grande agriculture de l'*agrobusiness*, qui appartient aux firmes américaines et européennes implantées sur place et vendant par filiales interposées, voire africaines ou latino-américaines. Le contournement de l'OMC est clair⁶⁶. Quant à l'activité industrielle, plus personne n'est dupe : le NEPAD donne la priorité aux grandes infrastructures de prestige (interconnexion de routes régionales et continentales, grands réseaux de télécommunications, etc.) qui, en outre, renforcent la dépendance technologique et financière (difficultés d'entretien, d'exploitation...) vis-à-vis des entreprises multinationales des pays développés. Cela n'a pas échappé à notre expert lorsqu'il dit : « *Ne faisons pas trop la fine bouche devant l'intention manifestée par un certain nombre de grandes entreprises pour de tels partenariats et de se montrer véritablement citoyennes là où elles s'établissent. Il y a là une authentique reconnaissance de leur solidarité de destin avec le développement des pays où elles travaillent... Toute action aussi modeste soit-elle dans la fraternité est*

construction de civilisation. Pour les chrétiens, elle est une composante essentielle de ce qu'ils veulent bâtir, la civilisation de l'Amour... » Amour, quand tu nous tiens...

Pour ma part, je suggérerais bien à l'ancien directeur du FMI et à quelques-uns de ses collègues de donner une preuve d'amour supplémentaire dans le cadre du NEPAD dont il s'enorgueillit. Ainsi, permettre la création d'un véritable réseau bancaire indépendant, c'est-à-dire non soumis à l'élite africaine elle-même issue le plus souvent du FMI, de la Banque mondiale et autres bailleurs de fonds, en rétablissant les recettes douanières par respect du principe de réciprocité commerciale, en rapatriant les fonds soustraits aux peuples africains par des régimes non démocratiques et déposés dans les banques des pays développés – fonds qui s'élèvent, de l'aveu même de la Commission, à plus de la moitié du montant de la dette extérieure du continent, soit des centaines de milliards de dollars – et ce, conformément à *la parole donnée* au Nations Unis⁶⁷, reprise par la Commission du NEPAD mais superbement ignorée par le G8 ; enfin en garantissant une union africaine de Compensation pour financer le commerce intra-régional et des mécanismes de compensation pour niveler les disparités économiques. Tel serait l'amour en acte.

Le troisième vecteur de l'humanisation selon M. Camdessus est le développement durable : « *Le concept de développement durable et les politiques qu'il inspire, notamment la promotion des biens publics globaux, sont une autre dimension indispensable de la construction de l'avenir.* »

Parmi ces « *biens publics globaux* » il en est un qui lui est cher et dont il a la charge depuis qu'il est membre de la Commission pontificale *Justice et Paix* : l'eau dans le monde⁶⁸. À la tête d'un *Panel Mondial*, dit aussi *Panel Camdessus*, réunissant majoritairement les banquiers de l'espace habité, notre expert énonce, démonstration historique à l'appui depuis la plus haute antiquité, que l'eau est « *res communis omnium* ». Mais elle a un coût, ce qui est exact, et peut donc devenir rentable. Ensuite il observe que les investissements dans ce domaine pourtant vital de notre planète se sont montrés peu généreux. Pour deux raisons : d'abord, le retour sur investissement, comprenez les profits, est très long. Or, chacun sait que l'autre désignation du « marché financier » est « le court terme ». Ensuite les investissements sont très lourds ; il faut donc inciter l'investissement privé à s'engager davantage et pour cela le rendre plus attractif. Enfin, tout un chapitre de « *L'eau pour tous* » est consacré aux « risques », les risques des changes monétaires aussi bien que des révisions des contrats de cession ou des pressions politiques, encourus par les investisseurs privés dans cette grande cause humanitaire. Comprenez : il est nécessaire que le secteur public couvre ces risques. Trois constats qui sacrifient immanquablement au grand dogme, partout vérifiable, de la gouvernance mondiale en pratique : privatiser le profit autant que possible et socialiser les pertes le plus possible. En l'occurrence, les fonds publics des États sont priés par M. Camdessus de couvrir les risques des investisseurs privés, via les IFI (Institutions Financières Internationales), et d'instaurer de nouveaux cadres réglementaires internationaux pour protéger les contrats, notamment en matière de prix de l'eau, contre les législations influencées par ces vilains écologistes. Dans cette perspective notre expert et ses acolytes mirent la main à l'ouvrage un peu partout, en France, en Europe, en Asie, en Afrique, pour la mise en place de la formule magique de la gestion de l'eau : le *partenariat public-privé*. Les résultats de ce « *développement durable de cohésion sociale* » est sans appel. Jusqu'à l'arrivée du « Panel de l'eau » le système reposait à plus de 90% sur le secteur public. En quelques années une brèche de 15% s'est ouverte au profit de quelques grands acteurs : Véolia, Suez, Bouygues, Bechtel... et partout où ces acteurs se sont emparés du marché les prix ont décollé. En France, où trois groupes se partagent 60% des communes françaises soit 80% d'usagers, la facture s'est alourdie de 30% à 40%, ce qui explique la grogne grandissante des élus des collectivités territoriales pour revenir à une gestion publique de l'eau⁶⁹. À l'étranger, de l'Afrique à l'Asie, la facture d'eau pour les couches moyennes a été multipliée par cinq et représente jusqu'à 10% du revenu. Pour les autres plus démunis, de Manille au Congo, le directeur général de l'Office international de l'eau, M. J.F. Donzier, déplore : « *ils doivent actuellement payer l'eau cinq fois plus cher dans les bidonvilles, où elle est distribuée par camions citernes et vendue au seau, sans parler de sa qualité* ». Aussi, nul ne s'étonnera de la recrudescence des maladies infectieuses de l'eau qui tue, laquelle fait le bonheur des *big pharma* et autres laboratoires. Le vœu de M. Camdessus se heurte donc dans son propre camp à l'impératif de rentabilité que Jamal Saghir, directeur *Énergie et Eau* à la Banque mondiale, précise sans détour : « *Dans les pays en voie de développement, vous avez un retour sur investissement de 20 % à 25 % dans les télécoms, de 13 % à 15 % dans l'électricité, mais d'à peine 5 % pour l'eau potable et l'assainissement* »⁷⁰. D'où la rectification de trajectoire de M. Camdessus : « *On ne peut pas espérer que les entreprises internationales jouent un rôle significatif dans le secteur rural ou auprès des communautés très isolées, mais dans les zones d'urbanisation galopante, leur rôle peut être décisif...* » Comprenez : les zones pauvres n'étant pas suffisamment rentables, mieux vaut pour la finance investir dans les zones solvables et laisser au public les autres. Message entendu par le pédégé de Véolia dans un récent entretien⁷¹. Ainsi, Véolia, Suez et Bechtel ont plié bagage du secteur rural : Manille, La Paz, la Bolivie...

Le développement durable de l'idéologie dominante apparaît alors pour ce qu'il est : mettre en place des règles du jeu qui ont pour finalité d'organiser et d'accompagner de bout en bout une transformation sociale radicale où, comme le note Foucault, « *les mécanismes concurrentiels, à chaque instant et en chaque point de l'épaisseur sociale, pourront jouer le rôle de régulateur* »⁷².

Individu contre individu, système contre système, pays contre pays...

Ainsi la « *perspective d'humanisation* » laissée en charge par Teilhard à ceux qui gèrent les affaires du monde – et traduite selon M. Camdessus (et ses épigones) par la trinité du multilatéralisme, du partenariat et du développement durable – montre, dans sa pratique, que c'est bien le monde des affaires qui gère les affaires du monde. Car dans les faits cette perspective là se résume par une autre trinité : celle des trois *D* : Décloisonnement, Dérégulation et Désintermédiation bancaire⁷³ par quoi le marché financier fait éclater les structures, les sociétés et les vies humaines grâce à ce trésor qu'est la dette (et ses produits dérivés) des États, les riches comme les pauvres, des entreprises et des particuliers. Même le vieil argument de l'incorruptible apport de la finance privée sans lequel il n'y a pas de vie économique possible est devenu insoutenable lorsque les gâteries en TSR⁷⁴ dépassent largement l'injection de capitaux frais et assèchent les trésoreries autant que les investissements : voyez Télécom, Arcelor, Airbus, pour n'en citer que quelques-uns en France.

D'aucuns, de tous horizons idéologiques, à commencer par ses artisans et ses acteurs principaux, s'émeuvent de la « financiarisation outrancière ». Le genre fait d'ailleurs recettes éditoriales. Ainsi « *les choses vont mal : nous sommes en présence d'un capitalisme sans projet, qui ne fait rien avec ses milliards, qui n'investit pas, qui ne prépare pas l'avenir* » et au sujet duquel « *la première illusion à dissiper est celle de l'autorégulation du système* »⁷⁵. Et puis il y a les scandales humains : Enron, Amaranth, Airbus, les délocalisations, les crises d'Argentine, du Mexique, des régions d'Asie du Sud-Est et leurs morts. Mais cette surenchère de l'indignation convenable se conclut généralement par le constat qu'il faut seulement « limiter les excès », « réguler le marché » et autres fadaïses destinées à faire perdurer le système, à l'accompagner et non le remettre en question, car c'est évidemment irréaliste nous dit-on.

Nul ne saurait pourtant ignorer que la financiarisation de la vie humaine et du monde habité est la logique même de la « main invisible », de l'idéologie dominante qui sait ce qu'elle fait : « *Quand nous disons redresser les équilibres budgétaires nous devons savoir que des programmes qui permettent aux enfants d'aller à l'école vont peut-être disparaître, que des programmes de santé pour les plus démunis vont peut-être disparaître...* » etc., etc. disait un ancien directeur de la Banque Mondiale en 1998. Trois ans plus tard, il sommait l'Argentine de « discipliner son budget », de procéder aux « ajustements structurels », de « réduire la dette publique » et autres synonymes de la déstructuration. On sait la suite.

Quant à nous, nous ne pouvons pas soutenir qu'ils sont de bonne foi et ne savent pas ce qu'ils font.

Dans tout ce vacarme de « *l'humanisation de la mondialisation* », où l'important est de « *conjuré les menaces de grèves dans la noosphère* » fait dire notre expert à Teilhard, nous sommes invités à entendre « *l'imperceptible bruit que fait un Dieu, en travaillant divinement dans son métier d'amour et de lenteur* » fait dire encore notre expert à Teilhard en citant Rilke. Quant à toi, frère chrétien, tu es invité à être « *un messager mystérieux de l'espérance* » selon le bon mot d'une postulante à la présidence de la République Française⁷⁶.

Conclusion

L'idéologie dominante trouve un puissant allié dans le social-évangélisme et son *humanitarisme* car il ajoute à l'adhésion à ses fondamentaux une légitimité de façade qui se paie des mots et usurpe des valeurs. Il est mensonge, du début à la fin de ses phrases. Cela est parfaitement conforme à sa manière historique de se construire qui fait feu de tout bois pour occulter de véritables débats. Notamment celui de la légitimité d'un système et finalement celui de la finalité du politique. On n'ouvrira pas ici ce débat. Mais cette chère cité antique, ici encore, donne toujours des pistes de réflexions.

Dans les *Suppliants* d'Euripide on peut lire qu'un jour un messager de Thèbes arrive à Athènes et demande à parler au roi de ce pays : « *Qui est le roi (tyrannos) ?* » dit le messager. Le roi Thésée lui répond : « *Ton discours, étranger, débute par une erreur, puisque tu cherches un tyrannos dans cette ville qui n'est pas au pouvoir d'un seul. Athènes est libre. Le démos (peuple) y règne, les citoyens administrent l'État tour à tour. Nul privilège à la fortune, car le pauvre et le riche ont des droits égaux* » Le messager répondit : « *C'est la loi de la rue ! Comment le démos, incapable lui-même d'un raisonnement droit, pourrait-il conduire la cité dans le droit chemin ?* »⁷⁷

Le problème pour ce messager n'était pas le gouvernement par la loi. Il en convenait et, après tout, c'est ce qui reste au peuple... Mais son étonnement pointait autre chose, une autre question : qui est légitime pour formuler des lois qui lient tout le monde, gouvernants et gouvernés ? Ce n'est assurément pas Dieu et les mystiques. Ni non plus M. Camdessus et ses émules avec leurs prétendues fatalités immanentes. Elles ne font en vérité que laisser le champ libre aux forces dominantes sous couvert d'être l'expression d'un nouvel intérêt général, humanisé par les oripeaux de l'évangélisme et du mysticisme, mais qui dans les faits n'est que le résultat des rapports de force les plus brutaux, depuis les catastrophes provoquées comme le Liban jusqu'à celles naturelles des tsunamis, largement récupérées par l'argent⁷⁸. Les théoriciens les plus déterminés de l'idéologie dominante, qui sont aussi les plus farouches accusateurs de l'État, assimilent volontiers celui-ci à une machine répressive, hors de toute réalité sociale, et tout juste bonne à peser trop lourd sur l'entreprise et la liberté, ce qui, comme on l'a vu, est une vieille ficelle idéologique pour dénier toute légitimité à la souveraineté populaire. D'où l'appel à un intérêt général désincarné, à des lois naturelles sans prégnance sociale, à un droit international hors sol qui

retire au peuple sa souveraineté et le droit de changer de politique au profit de quelques-uns, individus ou institutions, censés assumer cet intérêt général. La réponse de Thésée à notre messenger, qui est aussi un début de réponse à notre question, est claire : c'est le *démós*, le peuple, certes. Mais encore faut-il le mesurer à l'étendue réelle de sa participation et de son pouvoir au gouvernement et à la vie politique. Encore faut-il, comme Aristote, dans un passage du *Politique*, en fait le reproche aux athéniens qui se posaient en champions de la démocratie, que cette participation ne soit pas purement une arithmétique où on compte les têtes pour ensuite abandonner le pouvoir aux experts et autres démagogues, car alors ce ne sont plus les lois qui gouvernent mais quelques individus⁷⁹. Encore faut-il que le système de représentation ne favorise pas, plus ou moins subtilement, le jeu de ceux qui, électeurs et élus, n'y voient que le reflet de leur propre image et de leur réussite.

Aristote, précisément dans ce même passage, pose la question de la finalité du Politique : « *La tyrannie est une monarchie qui n'a pour objet que l'intérêt personnel du monarque ; l'oligarchie n'a pour objet que l'intérêt particulier des riches ; la démocratie, celui des pauvres... Mais la raison nous dit assez que la domination de la minorité et celle de la majorité sont choses tout accidentelles, celle-ci dans les oligarchies, celle-là dans les démocraties, parce que les riches forment partout la minorité, comme les pauvres forment partout la majorité. Ainsi, les différences indiquées plus haut ne sont pas de véritables difficultés. Ce qui distingue essentiellement la démocratie et l'oligarchie, c'est la pauvreté et la richesse* »⁸⁰.

Soyons clair : pour Aristote, le régime politique est un *accident*, mot qui signifie *aléatoire*. Ce n'est donc point le régime qui fait l'essence et la finalité du politique, car elle passe la figure de ce monde. La véritable finalité du Politique, donc de l'État, est en définitive dans ce que nous nommons le *système social*. Or, très précisément, le noyau central de l'idéologie dominante est la séparation du politique et de l'existence sociale, d'une part. D'autre part, si on ne peut parler ici de « classes sociales » au sens marxien – encore que le vocabulaire social grec est suffisamment explicite là-dessus – il n'est pas abusif de comprendre « *pauvreté* » et « *richesse* » comme le champ même du système social où il n'y a pas de politique sans rapport de force qui abolit, en pratique, la distance séparant l'un de l'autre, précisément l'aliénation de l'un par l'autre. Il n'y a pas de fatalité historique. Les raisonnements de l'impuissance, « c'est comme ça », sont apolitiques. À moins de préférer, comme M. Camdessus l'utopie : « *J'ai cru, j'ai cru longtemps que mon gouvernement faisait beaucoup pour les pays pauvres... et ce qui est plus grave c'est que nous ne tenons pas nos engagements, nous ne respectons pas la parole donnée... J'ai retrouvé avec délices ce mot de Teilhard : « au fond ce sont les utopistes, non les réalistes qui ont scientifiquement raison : eux du moins, même si leur anticipations font sourire, ont le sens des dimensions vraies du phénomène humain »... Eh bien je crois que si le message de Teilhard nous invitait à œuvrer à temps et à contretemps, même en passant pour des naïfs au début, et des hypocrites, pour plus de cohésion et de solidarité dans notre monde, si ceci est utopique, eh bien va pour l'utopie* »⁸¹. Au fond, la mondialisation façon Camdessus, c'est un peu comme l'Éden, *un jour viendra...* En attendant, notre expert doit résoudre le délicat problème que vient de lui confier la présidence de la République : l'ouverture du capital de l'épargne populaire à la concurrence. Quelques 115 milliards d'euros détenus par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et représentant les sous des *livrets A* des français accumulés de longue date et utilisés par l'État pour les dotations aux programmes de Logement sociaux, pour des crédits bonifiés aux PME et pour le remboursement de la dette. Nul ne doute que notre expert saura gérer au mieux l'intérêt des programmes publics contre l'impératif de rentabilité financière issu du marché...

Angelo Gianfrancesco
juillet 2007

Épilogue

« *Les pauvres, vous les aurez toujours avec vous, mais moi vous ne m'aurez pas toujours* » (Jean 12,8).

C'est la réponse de Jésus à Judas qui voulait donner aux pauvres l'argent dépensé pour l'achat d'un parfum répandu sur ses pieds. Étrange réponse si on y réfléchit un peu, honnêtement, c'est-à-dire en se refusant à trouver dans l'Évangile et la mystique une théorie politique.

« *Les pauvres, vous les aurez toujours avec vous* » Fatalisme du Seigneur ? Peu probable. Il serait resté auprès du Père. Et puis toutes ces rencontres avec de pauvres types qu'il guérit, toutes ces rencontres avec des hommes, des femmes, des gosses et qu'il ne se résigne pas à laisser dans la souffrance, la douleur, les attentes, la bonne conscience ; ses parents même, qui veulent naturellement le ramener dans le giron ; cette samaritaine qui besogne à chercher de l'eau. Cette femme qui s'accroche à ses pieds. Ces pauvres avec leur pauvreté qui les engloutit, ces riches avec leur richesse pour compagnie d'assurance. Et puis ces morts qu'il ressuscite. Bref, des existences arrêtées sur elles-mêmes, au feu rouge, qui de la souffrance et de la maladie, qui de l'assurance et de la loi, qui du savoir et de l'ignorance, des émotions et des besoins, de l'exclusion et, pour tous, de la mort enfin. Tout au plus, un je ne sais quoi de désir de vivre restant, tantôt en propre : « *Fils de David aie pitié de moi* » (Luc 18,38) tantôt porté par les autres : « *Ils n'ont pas de vin* » (Jean 2,3). À chacun sa voie, sa situation, son *pouvoir-être* suspendu aux conditions d'existence que les relations sociales lui font. Et chacun peut s'y

engouffrer, s'y aliéner. Les riches dans leur richesse et les pauvres dans leur pauvreté ; les bons vivants dans leur bombance et les malades dans leur maladie ; ceux qui savent dans leur savoir et les parfaits dans leur perfection. Ainsi de suite.

Non, Jésus n'est pas fataliste. Chacun de ses mots et de ses actes, chaque page de l'évangile, comme de la mystique – la vraie mystique, que le vécu humain formalise – abolit la croyance mythique en une fatalité immanente d'une condition d'existence particulière pour engager au réel et à sa transformation concrète : « *le Royaume est au milieu de vous* » et ce jusque dans la corruption du vivant. Alors oui, des pauvres, des riches des conditions d'existence aliénantes, nous en aurons toujours avec nous. Certes Jésus faisait des « miracles » par quoi se voyait abolies ces conditions d'existence : les malades qu'il guérissait, la Loi qu'il accomplissait, la vie qu'il rétablissait toujours, jusqu'à la mort traversée. Nous, nous avons la foi vivante. Son premier acte est de lucidité : être sans *complaisance aucune* dans sa critique du monde tel qu'il est, tel qu'on veut le faire, par de la politique, de la religion, du scientifique et tout ce qu'on voudra, comme Lui-même n'a eu aucune complaisance avec son monde, ses amis et ses ennemis, sa mort. Seulement une tendresse, une immense tendresse froide, qui n'a rien à voir avec la bonne intention du social-évangélisme et son *amorisation du monde*. Celle-là, même dans le conflit, laisse exister l'autre, ami ou ennemi. Celle-ci l'absorbe, le globalise ou le soumet. L'idéologie dominante a toujours le souci de la bienveillance : éduquer, aider, sauver. Il n'est pas mort pour ça, mais de ça. « *Mais moi vous ne m'aurez pas toujours* ». J'ai envie de dire : c'est faux ! D'abord parce qu'il est vivant et que le vivant est. J'en vis par l'eucharistie comme par la mort. Voilà pour le quotidien. Ensuite, la cohérence : « *Le verbe s'est fait chair et il a habité parmi nous* », « *Je ne vous laisserai pas orphelins* », « *Je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin* », etc. et finalement l'Esprit trinitaire. Voilà pour la rhétorique.

La facilité bêtifiante consisterait à expliquer le « *vous ne m'aurez pas toujours* » par l'obligation faite aux chrétiens de faire émigrer leur vécu vers les désirables réalités célestes, l'Essence, la vie intérieure, le Tout, le spirituel, la mystique. Marthe et Marie (mal compris) en somme. Cela fut. Cela est toujours un peu. Là, la pentecôte est perpétuelle car chacun y peut entendre sa propre langue, sa propre foi, ses croyances et ses dogmes. Et ça peut conduire à tout. Regardez l'histoire, de l'Église, de la cité, de la névrose même en son émergence, ou la littérature de l'idéologie du monde « libre » ou totalitaire. Ce que nous n'avons pas toujours avec nous, ce dont les conditions subies ou choisies de l'existence peuvent nous priver, c'est le lien qui nous fait personne singulière *et* personne sociale. « *Et* » et non pas « *ou* ». L'aliénation de l'un par l'autre guette toujours l'existence particulière comme les systèmes politiques. On peut pour le bonheur du peuple liquider l'individu, comme liquider la communauté pour le bonheur de l'individu. On peut s'abimer dans son moi comme dans son altruisme. Plus subtilement, la dépoliarisation de ce mouvement au profit de la communauté ou de l'individu manifeste le vice de toute idéologie, quelle que soit sa nature. C'est l'avertissement de l'onction à Béthanie. Judas voulait aider les pauvres au lieu d'acheter du parfum inutile. Mais Jésus lui rappelle que la bienveillance, qu'on l'appelle *RMI* ou *Sécurité Sociale*, ne doit pas subtilement le dispenser de la question de la personne du pauvre, comme du pourquoi de sa pauvreté. La cloison étanche et consciente entre sa bonne volonté et la connaissance de son intention véritable – mécanisme qui n'a pas échappé à l'évangéliste lorsqu'il écrit « *il dit cela non par souci des pauvres mais parce qu'il dérobaît l'argent de la bourse* » – est la source de son *péché et finalement de tout mensonge*. Dans le même sens, la survalorisation du travail, lorsqu'elle s'abime en convoitise de richesse et de pouvoir au lieu de réaliser la reconnaissance des personnes entre elles devient le levier le plus puissant de l'aliénation, quel que soit le système politique et social qui en fait la promotion : « *L'appropriation sensible de l'être humain et de la vie humaine, de l'homme objectif, des œuvres humaines pour et par l'homme ne doit pas être prise uniquement dans le sens de la jouissance immédiate, exclusive, dans le sens de la possession, dans le sens de l'avoir* »⁸², affirme Marx. Sans médiation qui articule le rapport de la personne au corps social, qui réalise celui-ci en réalisant celle-là, il n'y a pas de structure ni de l'un ni de l'autre et la notion même de personne disparaît. C'est la loi de la jungle, de la violence aveugle, du plus fort, du gagnant-gagnant. Toujours, la parole et le geste du Christ posent l'homme comme communauté *et* comme personne, ce qui est à l'opposé strictement de l'*égoïsme* et de la guerre des théoriciens de la concurrence comme système d'organisation socio-économique. En cela Le Christ est vraiment homme, non idole, utopie ou même « idéal ». C'est pourquoi sans doute n'a-t-il pas besoin d'invoquer Dieu, ses saints et ses mystiques pour être et faire l'humain.

NOTES

¹ *Timée* 29b

² *République* 514a

³ « *Je suis convaincu que la construction purement mathématique nous permet de découvrir les concepts et les lois qui les relient, lesquels nous donnent la clé pour comprendre les phénomènes de la nature... En un certain sens, donc, je tiens pour vrai que la pensée pure est compétente pour comprendre le réel, ainsi que les anciens l'avaient rêvé* ». (Physique théorique, Conférence, Oxford, 10 juin 1933).

⁴ « *La mondialisation et l'avenir du christianisme* », Commentaire, n° 102, été 2003

⁵ Conférence donnée à Genève, janvier 2002. Énoncée aussi en 2001, 2005...

⁶ *Vita Constantini*, I,47

⁷ *Vita Ambrosii*, 40

⁸ E.W. Brooks, *Lettres de Sévère, patriarche d'Antioche*, I,9

- ⁹ *Gorgias* 502-519
- ¹⁰ *Lois*, 3,3,6
- ¹¹ *Quatrième Philippique*, 35-45
- ¹² idem
- ¹³ Constitution d'Athènes, 1,13
- ¹⁴ Discours de l'actuel Président de la République du 22 juin 2006 à Agen : des observateurs statisticiens ont fait valoir que, de tous les discours du futur président, celui-ci reçut la plus longue ovation.
- ¹⁵ « *Il y a deux catégories d'américains dit un électeur de Reagan en 1984 : ceux qui tirent les wagons et ceux qui s'y installent sans rien payer, ceux qui travaillent et paient des impôts et ceux qui attendent que l'État les prenne en charge* ». La critique est sociale. Elle peut devenir raciale : « *La plupart des gens qui ont besoin d'aide sont noirs, dit un menuisier américain en 1991. Et la plupart des gens qui aident sont blancs. Nous en avons assez de payer pour les HLM de Chicago et pour des transports en commun que nous n'utilisons pas.* »
- ¹⁶ Pour cette partie de la réflexion voir l'article de L. Cordonnier, *Guerre aux chômeurs*, *Monde Diplomatique*, Décembre 2006.
- ¹⁷ C'est la fameuse théorie de N.A.I.R.U. (*Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment*) ou taux de chômage minimum au-dessous duquel il ne faut pas descendre pour pallier les risques inflationnistes des salaires. C'est cette théorie qui est appliquée dans des pays de l'OCDE. Pour la France, l'OCDE situe ce taux de chômage minimum à 9,5% en 1999. La France est donc un bon élève.
- ¹⁸ Étude de l'OCDE sur l'emploi, Paris, juin 1994.
- ¹⁹ Rapport OCDE, mai 1995
- ²⁰ *Relire Teilhard dans un contexte de mondialisation*, Genève, 2002.
- ²¹ *Les Échos*, Paris, 17 janvier 2002.
- ²² Perspectives de l'emploi de l'OCDE (2006). *Stimuler l'emploi et les revenus*, Paris, 2006.
- ²³ id.
- ²⁴ id.
- ²⁵ id.
- ²⁶ id.
- ²⁷ id.
- ²⁸ id.
- ²⁹ Conférence donnée à Genève, janvier 2002
- ³⁰ id.
- ³¹ id.
- ³² Discours de M. Sarkozy à Poitiers, 26 janvier 2007
- ³³ *Politique*, 1321a 26-35
- ³⁴ id. 1305b2-12
- ³⁵ « *Il est juste que les hommes chargés de représenter la nation soient tirés du nombre de ceux qui lui font le plus d'honneur et ont le mieux mérité d'elle* ». Sieyès avait peut-être lu Aristote...
- ³⁶ Entretien, *Le Nouvel observateur*, hors-série : *Comprendre le capitalisme*, mai 2007, p. 68. Juan Somavia, directeur du Bureau International du Travail (BIT) en 2003 aimait aussi la dissymétrie lorsqu'il évoquait la mondialisation : « *Aujourd'hui, la mondialisation, c'est un peu comme envoyer, face à face, sur le ring un poids lourd et un poids plume.* »
- ³⁷ « *Le temps libre, c'est le versant catastrophe sociale. Car autant il est apprécié pour aller dans le Luberon, autant, pour les couches les plus modestes, le temps libre, c'est l'alcoolisme, le développement de la violence, la délinquance, des faits malheureusement prouvés par des études.* » N. Baverez, *20 minutes*, Paris, 16 octobre 2003. Ces propos reprennent à s'y méprendre les discours du XIX^e siècle. M. Baverez est un artisan direct du programme de l'actuel président de la République.
- ³⁸ Voir G. Duby, *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, Gallimard, Paris, 1978.
- ³⁹ *République* 415sq
- ⁴⁰ « *per consensum universorum potius rerum omnium, rem publicam ex mea potestate in senatus populique Romani arbitrium transtuli* » *Res Gestae Divi Augusti*, 34,1. Et *Velleius Paterculus*, II, 89 ajoute « *Prisca illa et antiqua rei publicae forma revocata. Rediit cultus agris, sacris honos, securitas hominibus, certa cuique rerum suarum possessio ; leges emendatae utiliter, latae salubriter ; senatus sine asperitate nec sine severitate lectus : Il fit revivre la forme ancienne et traditionnelle de nos institutions. Le goût de l'agriculture revint pour les champs, le respect pour les rites religieux, l'assurance du lendemain pour l'humanité, la certitude pour chacun de jouir de ses biens ; des lois furent amendées dans l'intérêt de tous, des lois furent votées pour le salut commun ; la liste des sénateurs fut révisée sans rigueur excessive mais non sans sévérité.* »
- ⁴¹ Moine du IV^e-V^e siècles, qui s'installe à Marseille 415 et fait œuvre de théoricien du monachisme occidental.
- ⁴² Discours à la Convention nationale, 31 mars 1794.
- ⁴³ *Le Juif International, le plus grand problème du monde*, Book Publisher, 1920-1922.
- ⁴⁴ Cf. note 4 pour cette citation et les suivantes.
- ⁴⁵ Technique financière de plus en plus répandue qui consiste à transformer des actifs immatériels en actifs matérialisés, des titres, négociables et renégociables à l'infini. Les actifs concernés sont le plus souvent les produits dérivés, les risques supposés ou réels attachés à l'investissement ou crédits. C'est du vent, du virtuel qui rapporte gros : 500 millions d'euros est un montant ordinaire dans ce marché.
- ⁴⁶ Voir tout ce chapitre mais aussi d'autres passages : *Matthieu* 3,9 ; *Luc* 16,24, etc.
- ⁴⁷ *Matthieu* 21,23 ; *Marc* 11, 27sq ; *Luc* 20,1sq ; et presque tout *Jean*.
- ⁴⁸ *Commentaire* n° 102.
- ⁴⁹ Le rapport entre l'intensification du désir de vie et l'argent est établi par Aristote : « *Le désir de la vie n'ayant pas de bornes, on est directement porté à désirer, pour le satisfaire, des moyens qui n'en ont pas davantage* » *Politique*, I,1257b sq
- ⁵⁰ M. Camdessus, *Teilhard de Chardin, mondialisation et avenir de l'humanité*, Conférence aux Nations Unies, avril 2005
- ⁵¹ Y. Constantinides, *Le Nouvel Observateur, Comprendre le Capitalisme*, juin 2007.
- ⁵² K. Marx, *Cahiers des extraits de 1844*.
- ⁵³ Voir ici *Le Capital*, Tome I, Livre I, Éditions Sociales, Paris, 1976 et note 78 ci-après
- ⁵⁴ Aristote avait mentionné cette formation de la valeur à propos de l'argent : « *C'est qu'on place souvent l'opulence dans l'abondance de l'argent... et cependant cet argent n'est en lui-même qu'une chose absolument vaine, n'ayant de valeur que par la loi et non par la nature, puisqu'un changement de convention parmi ceux qui en font usage peut le déprécier complètement...* » *Politique*, I,1256 sq.
- ⁵⁵ « *Les hommes sont conduits par une main invisible à accomplir presque la même distribution des nécessités de la vie que celle qui aurait lieu si la terre avait été divisée en portions égales entre tous ses habitants.* »
- ⁵⁶ Voir les articles de J. Sapir, *La concurrence, un mythe* et de A. Bihl, *L'erreur fondamentale d'Adam Smith*, dans *Le Monde diplomatique*, respectivement juillet et novembre 2006
- ⁵⁷ Mr Roach, chef économiste de la Morgan Stanley Bank, in *Global Economic Forum*, du 5 septembre 2006.
- ⁵⁸ Allocution de M. Joseph Borrel Fontenelles, Président du Parlement européen, 13 Octobre 2006.

⁵⁹ On donne habituellement la Corée et Taiwan comme exemples de réussite. Mais l'un comme l'autre se sont hissés au niveau que l'on sait par la protection très ferme de leur marché intérieur pour ne pas être étouffés dans l'œuf.

⁶⁰ Dr Abdoulaye Bagnou, chef de cabinet du premier ministre du Niger, décembre 2006.

⁶¹ Cf. note 54

⁶² « *Pour comprendre le Nepad* », sous la direction d'Alain Agboton, *Les Cahiers de l'alternance*, Cesti/Fondation Konrad Adenauer, Dakar, Sénégal, mai 2003.

⁶³ Commission pour l'Afrique, *Notre intérêt commun*, février 2005

⁶⁴ Voir en particulier les travaux érudits du journaliste français S. Smith, *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt*, Hachette, Paris, 2004.

⁶⁵ Cf. note 36

⁶⁶ Un expert africain résumait en 1999 déjà la situation : « *Nous pouvons exporter en franchise douanière des ordinateurs, des voitures de sport et du matériel de centrale nucléaire. L'inconvénient, c'est que nous n'en fabriquons pas. Il est émouvant de savoir que nous pouvons exporter vers l'Europe du sorgho, du manioc. Malheureusement, le consommateur européen n'en veut pas... Ce que nous pourrions vendre à l'Europe, ce sont nos fruits et légumes précoces. Or ce sont justement ces produits qui font l'objet de restrictions quantitatives* », Philippe Béraud et al. (sous la direction de), *Géopolitique de la coopération européenne. De Yaoundé à Barcelone*, Maisonneuve & Larose, Paris, 1999, p. 106.

⁶⁷ Décision n° 55/260 du 31/01/2002

⁶⁸ M. Camdessus, *Financer l'eau pour tous*, rapport 2003 du Panel Camdessus et *L'eau pour tous en 2015*, Laffont, Paris, 2004.

⁶⁹ Voir par exemple *l'Appel de Varages*, où on peut lire : « *Lorsqu'une société privée gère l'eau potable d'une commune, les usagers paient une facture en moyenne 27 % supérieure à la facture d'une régie publique et jusqu'à 44 % dans le cadre d'une intercommunalité.* »

⁷⁰ *La Tribune*, 25 Août 2005.

⁷¹ « *Les pouvoirs publics doivent conserver le contrôle d'éléments aussi essentiels que la fixation des prix, le contrôle des infrastructures et des ressources ou la surveillance du service* », Henri Proglio, *Humanité-Dimanche*, juillet 2007.

⁷² M. Foucault, *Naissance de la biopolitique*. Cours au Collège de France, 1978-1979, Gallimard-Seuil, Paris, 2004, p. 151.

⁷³ La désintermédiation est le financement direct de l'économie par les marchés financiers et autres « zinzins » (compagnies d'assurance, de retraite) qui bien sûr peuvent utiliser le système bancaire. D'où les instabilités, les krachs, les impératifs de rentabilité et l'endettement pyramidal.

⁷⁴ Le *Total Shareholder Return (TSR)* est la rémunération actionnariale effective globale rapporté au capital investi. Par exemple : Lagardère père avait apporté 120 millions d'euros dans la création d'EADS ; Lagardère fils a opéré un retrait de la moitié de cet investissement en 2006, soit 2 milliards d'euros. Même chose pour les autres : actionnariat privé 2 milliards et Daimler 2 milliards. Soit un total de rémunération de quelques 6 milliards. Or le plan de « restructuration « Power 8 » vise à économiser 6 milliards pour les six prochaines années...

⁷⁵ M. Patrick Artus ; M. Jean Peyrelevade

⁷⁶ Discours de M^{me} Royal à Charléty du 2 mai 2007.

⁷⁷ *Suppliantes* 399-419

⁷⁸ Les premières bombes du conflit libanais de juillet 2006 sont tombées sur les infrastructures économiques du pays, liées pour l'essentiel aux dérivés du pétrole et au tourisme. Quant aux catastrophes asiatiques, l'aide internationale versée sur des comptes de la Banque Mondiale est subordonnée à l'ouverture des marchés, la privatisation des services publics et la reconstruction, par des acteurs internationaux, des infrastructures de luxe, ce qui a permis à Condoleeza Rice de dire que ces catastrophes sont "une merveilleuse opportunité d'un grand profit". En Irak, les feux n'étaient pas encore éteints à Bagdad lorsque les autorités d'occupation U.S. ont rédigé les nouvelles lois sur les investissements et annoncé que les entreprises d'état seraient privatisées.

⁷⁹ *Politique*, 1292a6 : « *Les démagogues, pour substituer la souveraineté des décrets à celle des lois, rapportent toutes les affaires au peuple, car leur propre puissance ne peut que gagner à la souveraineté du peuple, dont ils disposent eux-mêmes souverainement par la confiance qu'ils savent lui surprendre.* »

⁸⁰ Id. 1279b sq.

⁸¹ M. Camdessus, *Relire Teilhard dans un contexte de mondialisation*, Genève, 31 janvier 2002.

⁸² K. Marx, *Œuvres philosophiques*, VI, A. Costes, 1937, p.29.